

*« Les questions monétaires sont importantes non seulement pour des questions d'inflation, de déflation, de taux de change fixes ou flottants, d'étalon or ou de papier-monnaie, mais elles déterminent aussi le type de société dans laquelle cet argent va opérer. »*

G. Simmel, Philosophie de l'argent, 1907.



*Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Bruno Colmant, mon promoteur,  
pour la confiance qu'il m'a accordée quant au choix de mon sujet.*

*Je voudrais également remercier Monsieur François Ferrara  
pour le temps qu'il m'a consacré.*

*Enfin, un grand merci à ma famille et mes amis pour leur soutien ;  
en particulier à mes parents, Enrique, Amelia, Ana, et Coline.*



Introduction .....	1
Partie 1 : Revue de la littérature.....	3
1. La monnaie.....	3
1.1. L’Historique de la monnaie .....	3
1.2. La définition de la monnaie.....	4
2. La monnaie moderne.....	5
2.1. Définition.....	5
2.2. Les caractéristiques .....	6
2.3. La création monétaire.....	7
2.4. La confiance.....	7
2.5. Outil ou bien ? .....	8
3. La monnaie locale.....	10
3.1. La monnaie locale dans l’Histoire.....	10
3.2. La définition de la monnaie locale .....	12
3.3. Le positionnement.....	13
3.4. La raison d’être .....	14
3.5. Les objectifs.....	14
3.6. Les types de monnaie complémentaire .....	15
3.7. Le caractère permanent.....	16
3.8. L’origine.....	18
Focus : La théorie de la monnaie fondante .....	19
Partie 2 : Étude de cas.....	23
1. L’euro .....	23
1.1. Contexte .....	23
1.2. Fonctionnement .....	24
1.3. En pratique .....	25
2. Les monnaies locales .....	27
2.1. Panorama européen .....	27
2.2. Cas.....	32
2.2.1. Wära.....	32
2.2.2. Wörgl.....	33
2.2.3. WIR.....	35
2.2.4. Chiemgauer .....	38
2.2.5. Eco-Iris.....	41
2.2.6. Bristol Pound .....	43

2.2.7. Chèques-Repas .....	45
Partie 3 : Discussion .....	49
1. Résultats de la phase de recherche et interprétation.....	49
2. Problématiques sous-jacentes .....	52
2.1. La coexistence entre l'euro et les monnaies locales .....	52
2.2. La viabilité des monnaies locales .....	54
Conclusion .....	56
Bibliographie.....	58

## Introduction

Ce mémoire est rédigé dans le cadre de mes études en sciences de gestion et management international qui prônent la formation de futurs leaders porteurs de valeurs telles la citoyenneté, l'éthique, le respect, l'empathie et la prise de responsabilité. C'est donc en tant que jeune universitaire ayant été confrontée à certaines réalités choquantes de ce monde – comme des inégalités frappantes entre régions, ou encore la commercialisation de permis de polluer – qu'il m'est arrivé de me questionner sur mes idéaux occidentaux, sur le fonctionnement du système économique mondial, et sur ce qui pourrait être mis en œuvre pour contrer ces injustices et excès. Car si le système économique actuel reste inchangé, nous finirons tous par en subir les conséquences un jour ou l'autre.

Le système monétaire semble être une composante essentielle, comme le confirme Lietaer (2001), de l'activité économique régissant les interactions entre tous les acteurs de cette planète. M'interrogeant donc sur la viabilité et soutenabilité de ce système monétaire, ma question de recherche qui définit le cadre de ce mémoire est la suivante : « Va-t-on vers une Europe avec de plus en plus de monnaies distinctes ? ». Je me concentre ici sur le cas des monnaies locales. Il est certain que les monnaies électroniques offrent à présent d'innombrables perspectives et applications qui restent à explorer. Mais j'ai choisi d'explorer des solutions qui ont commencé à être expérimentées il y a plusieurs années déjà et dont le grand public ne commence seulement qu'à entendre parler, afin de tirer mes propres conclusions quant à leur possible expansion. Je me concentre également sur le continent européen afin de limiter le champ de ma recherche, mais aussi, afin de pouvoir, plus aisément, mettre en pratique et partager les conclusions que je tirerai. J'ai moi-même découvert le concept de monnaie locale il y a deux ans en visualisant le film-documentaire « Demain » sorti en 2015. Dans ce documentaire intervient Rob Hopkins qui a fondé le mouvement des villes en transition, et qui nous introduit au Bristol Pound. Ce cas qui me tient donc particulièrement à cœur vous sera présenté dans la partie 2.

Ce mémoire est du type mémoire-recherche et se compose de 3 parties.

La revue littéraire concernant la monnaie constituera la première partie où nous nous intéresserons à la monnaie en général, mais également plus en détail à la monnaie moderne

et aux monnaies locales. Cette première partie permet de définir les concepts abordés dans ce mémoire et de fixer le contexte dans lequel se pose la question de recherche.

La seconde partie consiste en des analyses de cas permettant la confrontation entre différentes monnaies et leur impact sur la société. Le premier cas concernera l'euro et les suivants présenteront des monnaies complémentaires aux formes variées.

Ensuite, la troisième partie s'attèle à répondre à notre question de recherche initiale en confrontant la revue de la littérature et les études de cas. De plus, deux problématiques sous-jacentes à la question de recherche seront abordées : la coexistence entre le système monétaire officiel et les monnaies locales, et la viabilité des monnaies locales.

## Partie 1 : Revue de la littérature

### 1. La monnaie

#### 1.1. L'Historique de la monnaie

L'économie monétaire a permis un développement sans précédent du commerce et de l'industrie en offrant, grâce au fil du temps, un moyen d'échange ne craignant ni la rouille ni les mites, et que l'on peut utiliser seulement lorsqu'on en a besoin. Revoyons ensemble cette évolution des moyens d'échange sous leurs différentes formes.

Au commencement, environ 9000 ans av. J.-C., les échanges se faisaient via le troc où les hommes échangeaient le surplus de leur production contre d'autres marchandises qu'ils étaient désireux de posséder. Le bétail et le grain étaient des marchandises couramment échangées à cette époque. Bien sûr, ce système sans monnaie n'était pas toujours des plus commode. En effet, dans une économie de troc, les échanges doivent être directs. Il faut donc trouver des partenaires commerciaux et négocier les conditions de chaque échange. Les coûts de transactions sont donc plus élevés dans une économie de troc que dans une économie monétaire car, dans le cas du troc, le nombre d'acteurs pouvant prendre part à l'échange est limité par l'intérêt mutuel que doivent présenter les partenaires commerciaux pour les marchandises de l'autre, mais aussi, les biens doivent sans cesse être comparés entre eux afin de définir leur juste valeur et la quantité à échanger (Degryse, 2007).

Une fois les limites du système de troc atteinte, certains bien ou marchandises communes ont commencé à servir d'intermédiaire pour l'échange (Capul, 2011). En passant du sel aux coquillages, toutes sortes de bien furent utilisés. Vers 1100 av. J.-C. en Chine, ils passèrent de l'échange au travers d'objets à des miniatures en bronze de ces mêmes objets, moins encombrants.

C'est en 600 av. J.-C. que sont apparues les premières pièces d'or en Lydie, actuelle Turquie. Crésus, le dernier roi de Lydie, fut le premier à battre/frapper des pièces d'or pur (Beattie, 2015). D'où l'expression « riche comme crésus ». Pour la petite histoire, la richesse et l'or que possédait ce roi provenait du fleuve chargé en paillettes d'or et traversant son royaume, appelé le Pactole (Expressio, 2013). Les propriétés de la monnaie découlaient donc,

à cette époque, de la valeur intrinsèque des pièces, appelées monnaie divisionnaire. (Orléan, 1991).

C'est en 1200 apr. J.-C. que Marco Polo, suite à son voyage en Chine, fit parvenir le concept des billets en Europe. Nous nous sommes alors rendu compte que l'on pouvait dès lors produire de l'argent en masse sans dépendre de la disponibilité en matériaux précieux (Beattie, 2015). C'est ainsi que nous sommes donc passé à la monnaie fiduciaire dont la valeur faciale est très supérieure à la valeur intrinsèque. Cette monnaie est donc fondée cette fois sur la confiance accordée à celui qui l'émet, comme le confirme l'origine latine du mot : *fidus* signifiant confiance (Larousse, 2018). Car, si au départ l'étalon-or s'appliquait et les banques possédaient l'équivalent de la monnaie émise en or, très vite, la quantité de monnaie émise devint bien vite inconvertible.

Il s'ensuit, de par les écritures faites sur des comptes bancaires, la dématérialisation totale de la monnaie. On parle alors de monnaie scripturale, n'ayant pas d'existence matérielle. Jusqu'au début du XXème siècle, la majorité des paiements s'effectuaient en monnaie fiduciaire. Mais, de nos jours, la plus grosse part de la masse monétaire d'un pays est d'ailleurs constituée par de la monnaie scripturale (Degryse, 2007). C'est d'ailleurs en 1946 que John Biggins inventa la première carte de crédit pour faciliter la circulation de cette monnaie scripturale dans les échanges quotidiens.

Enfin, nous sommes à présent dans l'ère des paiements mobiles et autres monnaies virtuelles comme le bitcoin. Le Bitcoin, apparu en 2009, permet des paiement électronique dont l'autorité de supervision n'est pas centrale, contrairement aux monnaies dites classiques, mais répartie entre ordinateurs compétents dans le stockage de l'information en chaîne de blocs.

## **1.2. La définition de la monnaie**

Après constatation de la variété des formes qu'a pu prendre la monnaie au fil du temps, il n'est pas surprenant d'éprouver des difficultés à en trouver une définition précise et unique. Les économistes s'accordent à définir la monnaie en considérant les fonctions de celle-ci car « *money is what money does* » (Blanc, 2000).

Possédant une valeur intrinsèque ou non, la monnaie se voit donc attribuée trois fonctions principales, définissant le champ de son usage.

Premièrement, la monnaie agit comme intermédiaire dans les échanges. Comme constaté ci-dessus, que ce soit sous forme de coquillage ou pièce d'or, la monnaie, lorsqu'elle est reconnue et acceptée de tous, est destinée à faciliter les échanges (Capul, 2011).

La seconde fonction de la monnaie est de servir d'unité de compte. En effet, elle permet de mesurer et comparer des biens ou des services très différents en établissant le prix de chaque chose (Capul, 2011).

Troisièmement, la monnaie peut servir de réserve de valeur. Elle permet donc d'épargner afin de reporter dans le temps les achats (Capul, 2011).

On retrouve toutefois dans la littérature, certaines définitions assez générales permettant d'englober toutes formes de monnaie.

Capul (2011) définit la monnaie dans le dictionnaire d'économie à usage éducatif comme suit : « Ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions. ».

Lietar (2001), expert international dans la conception et mise en place de systèmes monétaires, propose une définition semblable : « La monnaie est un accord, au sein d'une communauté, d'utiliser quelque chose comme moyen de paiement ».

## **2. La monnaie moderne**

### **2.1. Définition**

Dans ce second point, je fais référence à la monnaie tel l'euro pour nous en Belgique. Il fut difficile de choisir le titre approprié de ce point 2 car dans la littérature on en parle comme monnaie nationale, monnaie officielle, monnaie moderne, monnaie conventionnelle, ou encore monnaie normale.

Tadjudje (2016) nous dit : « La monnaie officielle est classiquement perçue comme devant être : unique, exclusive, et propre à l'État ».

J. Blanc (1998) présentait déjà il y a 20 ans ces trois caractéristiques et les décrits comme faisant partie du principe d'exclusivité monétaire nationale : « Nos économies contemporaines fonctionnent généralement sur la base d'un principe d'exclusivité monétaire nationale, au

sens où, dans un État contemporain quelconque, la monnaie doit généralement être : unique, exclusive, et propre à l'État. »

## 2.2. Les caractéristiques

Les caractéristiques principales de notre système monétaire actuel que décrit Lietaer (2001) sont nées juste avant que ne commence l'époque victorienne de l'Empire britannique et firent partie des éléments qui entraînèrent la révolution industrielle. Ces caractéristiques sont au nombre de quatre et leur place au sein de notre système monétaire, dit « normal », reste fondamentalement peu remise en cause. La monnaie est habituellement géographiquement associée à (1) un état-nation. Il s'agit de (2) monnaie fiat, i.e. créée à partir de rien, grâce à (3) la dette bancaire, contre paiement d'un (4) intérêt.

(1) Premièrement, nous sommes habitués à des monnaies étant émises par des pays, ou groupe de pays dans le cas de l'euro. En effet, il s'agit là de la meilleure façon pour créer une identité nationale. C'est aussi une manière de rendre visible, dans la vie de tous les jours, les frontières qui ne seraient autrement visible qu'en consultant un atlas. De fait, cette monnaie commune se traduit par un système d'information commun qui permet de mesurer et comparer les flux marchands entrants et sortants, mais aussi, elle dresse une distinction claire entre pays.

Une exception à cette règle est observée avec le phénomène de dollarisation où le dollar américain est utilisé dans les transactions commerciales locales par des pays en proie à l'instabilité économique car le dollar est perçu comme un étalon plus stable que la monnaie en circulation sur le territoire local. Dernièrement, l'Internet est aussi venu perturber cette notion de monnaie selon une zone géographique bien définie. Mais cette réflexion nous amène aux monnaies électroniques, hors du cadre de ce mémoire.

(2) La monnaie actuelle la plus couramment utilisée et bien connue de tous s'appelle, comme le diraient nos amis Anglo-Saxons, la fiat money. Cette monnaie fiat, comme on la nomme en français, est une monnaie fiduciaire entièrement contrôlée par les États et, créée à partir de rien (Debière, 2018 ; Lietaer, 2001). Cette appellation sophistiquée fait référence aux premiers mots prononcés par Dieu selon la Genèse : « Fiat lux » signifiant « Que

lumière soit », suivi par « et la lumière fut ». Fiat money signifie donc « Que monnaie soit » et souligne le fait qu'elle soit créée à partir de rien.

(3) Pour en savoir plus sur la création monétaire à partir de la dette bancaire, rendez-vous au point 2.3.

(4) Le dernier point commun de toutes les monnaies nationales officielles est l'intérêt.

### **2.3. La création monétaire**

Capul (2011) nous décrit le processus comme suit :

*Aujourd'hui, les banques ne sont plus de simples intermédiaires qui prêtent des fonds (crédits accordés aux clients) à partir des dépôts reçus. Elles créent de la monnaie lorsqu'elles accordent des crédits.*

*A l'origine, les banques ne prêtaient qu'à hauteur du montant de monnaie métallique détenue à leur actif. Ainsi, lorsqu'un dépôt d'or était effectué pour une durée d'un an par exemple, la banque pouvait prêter cette somme pour une durée inférieure. Les banques s'aperçurent toutefois que leurs stocks de monnaies métalliques (or, argent) ne descendaient jamais en dessous d'un certain seuil puisqu'une partie des sommes prêtées revenaient toujours dans leurs caisses sous forme de dépôts. Les banques décidèrent alors de prêter une nouvelle fois ces encaisses, donc d'accorder de nouveaux crédits, sans prendre trop de risques, puisque les dépôts se reconstituaient dans les comptes des nouveaux emprunteurs. Ainsi les banques prêtaient plusieurs fois les mêmes sommes.*

*Chaque déposant considérait ses dépôts comme disponibles alors qu'ils étaient à l'origine de nouveaux crédits (mais aussi de nouveaux dépôts). Il y avait ainsi une création monétaire puisque les moyens de paiement dont pouvaient disposer les individus étaient bien supérieurs aux encaisses métalliques ou, plus tard, aux billets en circulation dans l'économie.*

*Aujourd'hui, les banques ne prêtent même plus à partir d'un minimum de dépôts préalables. Elles créent de la monnaie en accordant des crédits et ce sont ces crédits qui entraînent les dépôts dans les banques (il faut considérer l'ensemble des banques). Ainsi, ce sont désormais « les crédits qui font les dépôts » et non plus l'inverse.*

### **2.4. La confiance**

Intéressons-nous de plus près aux spécificités de cette monnaie, et en particulier, la place de la confiance des acteurs en ce système monétaire. Nous abordons ici une approche plus philosophique.

Deux caractéristiques définissent la monnaie dans la théorie moderne : l'inconvertibilité et l'absence d'utilité intrinsèque (Orléan, 1991). Pour admettre cette

dernière caractéristique de la monnaie moderne, il est légitime de se questionner quant aux raisons de l'acceptation de cette monnaie. La monnaie suppose en effet une acceptation généralisée. Cette dernière résulterait originellement, selon Orléan (1991), de l'action de certaines formes sociales, comme la confiance, l'habitude ou la foi. Tadjudje (2016) confirme qu'« une monnaie se caractérise avant tout par la confiance qu'on ses utilisateurs dans la persistance de sa valeur et de sa capacité à servir de moyen d'échange ».

Blanc (1998) donne encore quelques précisions quant à l'origine de cette confiance : « Elle s'enracine dans la mémoire des acteurs, qui tient un grand compte de la pratique quotidienne et de l'effectivité des garanties institutionnelles mises en place par l'autorité monétaire. Elle se nourrit aussi de la perception par les acteurs de la légitimité des instruments et de l'autorité monétaire ». Il ajoute encore que c'est cette confiance qui entraîne l'auto-validation de la monnaie au travers d'un consensus social : « La confiance permet surtout aux acteurs de se projeter dans l'avenir. Cette projection produit des anticipations et la formation d'un consensus social relatif aux divers instruments monétaires employés. Le consensus se traduit par les actes présents de compte et de paiement et finit par transcender l'idée même de confiance, avant d'être lui-même progressivement transcendé par la routine qui peu à peu émerge de la perpétuation et de l'auto-validation des comportements collectifs ».

Enfin, je conclurai avec les mots de Lietaer (2009) qui considère que « la monnaie et la confiance sont une tautologie ».

La confiance qui vient de vous être décrite permet l'acceptation généralisée de la monnaie moderne définie précédemment, mais elle est un élément tout aussi présent dans le cas des monnaies locales que nous décrivons au point 3.

## **2.5. Outil ou bien ?**

Si on s'intéresse à la théorie monétaire, on peut analyser la monnaie d'un point de vue qualitatif ainsi que quantitatif.

La dimension qualitative rend la monnaie essentielle. L'inefficacité des systèmes de troc ayant été démontrée, la monnaie est, de fait, l'institution fondatrice des économies de marché.

Pour ce qui est de la dimension quantitative, l'économie est indifférente à la quantité de monnaie en circulation. Il s'agit du concept de la neutralité de la monnaie qui l'assimile à

un simple outil. « Cela signifie que les échanges et la production ne sont modifiés ni en niveau ni en structure par des variations dans la quantité de monnaie émise » (Orléan (1991)). La monnaie est donc perçue comme un étalon, un instrument, de mesure de la valeur (Tadjudje, 2016). Pour illustrer ce concept, une métaphore est faite par Orléan (1991) entre la monnaie et le langage. Ce dernier permettant l'expression des pensées sans perturber leur sens, tout comme la monnaie permet l'échange sans influencer les relations interindividuelles entre acteurs marchands. Cette perception de la monnaie comme outil s'apparente à une approche philosophique de la monnaie dont l'idée sous-jacente est que la monnaie doit servir à créer de la richesse et non, de par son essence, constituer à elle seule la richesse (Tadjudje, 2016).

Cette brève analyse permet donc de conclure que la monnaie est à la fois indispensable et neutre. Si la monnaie est à présent perçue comme un simple outil, elle sera dès lors acceptée par les individus en raison des services qu'elle procure, voir les fonctions de la monnaie dans le point 1.2.

Il convient néanmoins de nuancer la classification de la monnaie comme pur outil. Comme l'explique Tadjudje (2016), sous un angle juridique, la monnaie peut être considérée comme un bien. Un bien étant une chose susceptible d'appropriation, la monnaie, que l'on peut accumuler sans limite, répond à cette caractéristique. En effet, afin de profiter au mieux du service de transaction que rend la monnaie, l'individu se retrouve désireux d'éviter la gêne que pourrait causer une insolvabilité temporaire. Tout individu présente donc un désir de liquidité. Dans ce processus de précaution, la monnaie en tant que réserve de valeur contribue donc à la richesse de celui qui la possède. Par rapport à d'autres actifs du patrimoine, Plihon (2017) explique que la monnaie présente l'avantage d'être l'actif le plus liquide, c'est-à-dire d'être immédiatement disponible et sans risque, sauf en cas d'inflation.

Cette perspective met d'ailleurs en lumière l'une des fonctions des banques qui est d'assurer la sécurité et l'intégrité des avoirs monétaires de leurs clients (Tadjudje, 2016).

En pratique, comme l'affirme Tadjudje (2016), les deux fonctions de la monnaie, outil et bien, sont complémentaires. En tant qu'outil, la monnaie contribue au développement de l'économie en tant qu'intermédiaire dans les échanges. En tant que bien, l'accumulation de la monnaie permet la constitution de l'épargne qui incarne la fonction de réserve de valeur, et qui est utile pour tout agent économique. « Si la monnaie ne faisait que circuler, sans que les

agents économiques ne fassent de réserves (épargne), la monnaie ne remplirait pas toutes ses fonctions. Le crédit, par exemple, ne pourrait plus exister, dans la mesure où il est octroyé grâce aux dépôts des épargnants. À l'inverse, si la monnaie était excessivement thésaurisée, la vie économique se crisperait. Un équilibre entre les deux options est nécessaire pour maintenir les fonctions de la monnaie » (Tadjudje, 2016).

### **3. La monnaie locale**

#### **3.1. La monnaie locale dans l'Histoire**

Selon J. Blanc (2006), on peut distinguer trois périodes historiques concernant l'évolution des monnaies locales entre la fin du Moyen-Âge et nos jours.

Afin de mieux cerner les spécificités de chacune des trois périodes évoquées, il est important d'établir deux distinctions.

La première concerne l'émetteur de monnaie. Il existe quatre types d'émetteurs : les autorités publiques, les entreprises, les banques, et les citoyens.

La seconde distinction concerne les motifs derrière l'établissement de la monnaie. Ces motifs varient d'ailleurs d'un émetteur à l'autre. Les objectifs principaux de l'administration locale sont de protéger ou stimuler l'économie locale, ou encore de s'autofinancer. Les organisations commerciales, incluant les banques, prétendent contrôler les échanges et achats sur base desquels leur activité prend place. Pour ce qui est des groupes de citoyens, ils prétendent mettre fin à une pénurie de monnaie ou transformer la nature des échanges sur base de convictions idéologiques (Blanc, 2006).

La première période commence avec la fin du Moyen-Âge, période caractérisée par une grande diversité monétaire comprenant des devises locales. La plupart de ces monnaies étaient émises par des autorités locales, étant soit d'anciennes autorités féodales continuant à exercer leur pouvoir, soit des pouvoirs centraux naissants.

La seconde période est caractérisée par l'influence du système westphalien. Trois principes décrits par Morelle (n.d.) sous-tendent ce système qui est à l'origine du système international actuel.

- (1) La souveraineté externe : aucun État ne reconnaît d'autorité au-dessus de lui et tout État reconnaît tout autre État comme son égal.
- (2) La souveraineté interne : tout État dispose de l'autorité exclusive sur son territoire et la population qui s'y trouve, et aucun État ne s'immisce dans les affaires internes d'un autre État.
- (3) L'équilibre des puissances : aucun État ne doit disposer des forces lui permettant de s'imposer à l'ensemble des autres États et tout État s'efforce à ce qu'aucun autre État ne parvienne à l'hégémonie.

Ce système fut mis en place dans un contexte de désintégration des grands Empires de l'époque (ottoman et autrichien) qui entraîna l'établissement de nouveaux pays indépendants désireux de montrer leur souveraineté en instaurant leur propre monnaie. On constate donc une tendance d'unification monétaire et l'application du principe « une nation, une monnaie ». On considère que ce modèle westphalien de souveraineté de la monnaie a atteint son apogée dans les années 50 et 60 où les anciennes colonies eurent elles aussi droit à leur propre devise territoriale et où tous les états se sont retrouvés sous la tutelle du Fond Monétaire International. Du point de vue institutionnel, c'est donc le moment de l'établissement des banques centrales. J. Blanc (2006) rapporte que le nombre de pays indépendant ayant leur propre banque centrale est passé de 59 en 1950 à 161 en 1990.

La troisième période, caractérisée par des systèmes monétaires nationaux unifiés et bien établis, a débuté dans les années 1970 lorsque les contestations sur la souveraineté monétaires se sont amplifiées. Les formes de contestations sont diverses et vont de simples débats quant à l'unification monétaire à la mise en circulation de monnaies locales ou électroniques.

Durant la première et seconde période, les monnaies locales avaient tendance à être émises par nécessité face à des cas d'urgence (Blanc, 2006).

- (1) En cas de guerre : une ville assiégée devait émettre une nouvelle monnaie afin d'éviter l'effondrement du système économique interne.
- (2) En cas de désordres économiques :
  - Déflation (cas des États-Unis dans les années 1930)
  - Hyperinflation (cas de l'Allemagne après la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale)
  - Pénurie de monnaie métallique (cas de la France durant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale)

Durant la deuxième et troisième période, les monnaies locales avaient tendance à être émises afin de relancer l'économie et changer les règles du jeu dans un contexte de capitalisme grandissant. En effet, la pauvreté des ouvriers se faisait plus grande, il régnait un climat de forte dépression macroéconomique, et l'activité économique ainsi que le pouvoir d'achat se concentraient dans les villes.

En conclusion, on constate une distinction entre les monnaies locales émises par le passé et celles émises depuis les années 70. Les émetteurs et leurs motifs ont changé. Avant, les monnaies locales étaient davantage créées par des autorités publiques ou banques comme faisant partie de leur activité normale car les raisons étaient financières. Il s'agissait donc d'une optique de protection vis-à-vis des perturbations macroéconomiques. De nos jours, l'optique est davantage transformatrice dans le sens où la nécessité se retrouve au niveau du développement humain, ainsi que de la cohésion et protection sociale.

### **3.2. La définition de la monnaie locale**

A nouveau nous nous retrouvons avec un terme à définir et l'exercice n'est pas des plus facile. Cette fois, c'est la multitude d'appellations qui est en cause. Monnaies parallèles, locales, complémentaires, régionales, sociales, etc. Pas toujours évident de saisir les nuances, mais toutes leurs définitions finissent par se recouper.

J. Blanc (1998) définit les monnaies parallèles comme :

« Des unités de compte différentes de l'unité de compte nationale ;  
des moyens de paiement différents des moyens de paiement nationaux ».

Au cœur de cette définition, on retrouve les deux fonctions de la monnaie que sont le compte et le paiement. La fonction de réserve de valeur, elle en revanche, est mise de côté. Il est vrai que cette dernière fonction joue un rôle évident dans la dynamique de l'économie en permettant l'épargne et, consécutivement, les investissements aux acteurs du système économique ; mais « elle n'en demeure pas moins une fonction non autonome des deux fonctions fondamentales que sont le compte et le paiement, et non spécifiquement monétaire

dans la mesure où tout bien peut constituer une réserve de richesse mais n'en constitue pas pour autant un instrument monétaire » (Blanc, 1998).

Pouvant être utilisées en compte et en paiement, les monnaies parallèles sont incontestablement des instruments monétaires. Mais ne présentant pas de fonction de réserve, elles remettent en question la définition de la monnaie selon les trois fonctions vues au point 1.2.

### **3.3. Le positionnement**

Le positionnement des monnaies locales vis-à-vis de la monnaie nationale ne coule pas de source. Et ce, à juste titre lorsqu'on identifie le paradoxe de cette coexistence. D'un côté, nous avons vécu l'unification monétaire européenne ainsi que l'expansion du phénomène de dollarisation qui consiste à simplifier et stabiliser les échanges internationaux en utilisant le dollar comme étalon de référence. De l'autre, nous assistons à l'explosion des monnaies locales, complémentaires, sociales, etc.

Tadjudje (2016) présente une définition similaire à celle du point précédent en affirmant que la monnaie complémentaire désigne toutes les monnaies autres que la monnaie officielle - l'euro, chez nous, en l'occurrence. Mais il ajoute également une précision de taille en disant que ce type de monnaie n'a pas vocation à se substituer à la monnaie officielle.

Blanc (1998), qui lui décrit le concept de « paramonnaie » comme étant composé d'instruments dont l'emploi est a priori confiné à un ensemble très restreint de biens et services et / ou d'acteurs, précise que ce sous-groupe de monnaie, ne pouvant assumer que certaines des fonctions de la monnaie nationale, lui est dès lors complémentaire.

Il va même plus loin en affirmant qu'il existe une articulation hiérarchique entre la communauté de paiement et les groupes monétaires. Et ce, en définissant la communauté de paiement comme un groupe d'acteurs qui s'identifie au système monétaire national. Et Les groupes monétaires comme étant des ensembles d'acteurs aux pratiques monétaires homogènes et hiérarchiquement insérés dans la communauté de paiement.

### **3.4. La raison d'être**

Puisqu'il y avait historiquement différentes monnaies en circulation, on peut considérer les monnaies nationales comme étant celles qui ont su s'imposer face aux autres (Blanc, 2006). Néanmoins, la monnaie conventionnelle semble de pas être capable de combler toute une série de besoins. Les monnaies locales apparaissent donc dans ces cas-là en ayant un caractère défensif voir palliatif comme l'explique Arripe (2011).

Il y a d'abord, en réaction à l'hyper-globalisation de l'économie et le sentiment de perte d'autonomie qui va de pair, les monnaies locales qui ont pour objectif de se réapproprier l'espace économique en évitant la délocalisation des activités, emplois et revenus, et en réinstallant la proximité dans les échanges.

Ensuite, en réaction à l'instabilité économique et financière du système monétaire conventionnel, nous avons les monnaies locales qui prétendent rééquilibrer les rapports économiques entre le monde et les régions. Elles comptent ainsi pouvoir protéger les locaux des effets destructeurs du système monétaire international.

Dans la même lignée, il y a les monnaies locales qui, en réaction au climat de crise, veulent remettre au goût du jour des activités tel le commerce de proximité et l'artisanat qui ont été dévalorisées dans la société actuelle.

La monnaie conventionnelle peut également avoir un caractère transformateur. Il s'agit alors de répondre à des besoins autres que financiers de la société. Parmi ces besoins on retrouve le désir de créer liens sociaux ou de protéger l'environnement.

### **3.5. Les objectifs**

Afin de pouvoir combler tous les besoins évoqués dans la section précédente, il est important de fixer des objectifs clairs.

Selon Tadjudje (2016), l'objectif d'une monnaie complémentaire est d'assurer qu'une plus grande partie de l'épargne et des revenus circule sur le territoire. Arripe (2011) élabore un peu plus cet objectif en le divisant en trois actions distinctes :

- (1) Localiser les échanges

Le fait d'utiliser une monnaie non connue ailleurs peut aider à lutter contre la délocalisation des activités économiques. Le but est également d'éviter la fuite de capitaux car, comme le précise Arripe (2011), un décalage entre épargne et investissement au niveau local existe bel et bien. Ce qui signifie que l'argent épargné dans une région est, le plus souvent, réinvesti ailleurs. Enfin, la localisation des échanges a un impact favorable sur l'environnement en évitant la pollution générée par le transport des marchandises.

(2) Dynamiser les échanges locaux au bénéfice des populations sur place

Certaines tendances dans le système monétaire traditionnel permettent déjà d'atteindre cet objectif. C'est le cas de la consommation solidaire. Mais les monnaies locales prétendent aller plus loin. Elles ne veulent pas se contenter de substituer les échanges extérieurs par des échanges locaux, mais veulent engranger une dynamique encourageant la consommation, mais également la production locale.

La monnaie locale, ne possédant pas la fonction de réserve de valeur, permet aussi l'accélération des échanges.

(3) Transformer la nature des échanges

Il s'agit ici de la dimension sociale des monnaies locales. Contrairement à l'échange traditionnel où chaque acteur défend son intérêt personnel, les monnaies locales aspirent à promouvoir des liens interpersonnels durables.

### **3.6. Les types de monnaie complémentaire**

Blanc (1998) et Kalinowski (2014) distinguent deux types de monnaies complémentaires. Il y a d'une part celles qui s'intègrent au système monétaire national. Et d'autre part celles qui restent en dehors du circuit classique.

Il y a donc premièrement les monnaies locales qui se surajoutent au système monétaire national en l'intégrant partiellement, voir même entièrement. C'est donc le cas des monnaies généralement convertibles en monnaie classique. Cette catégorie englobe l'ensemble des monnaies locales à vocation commerciale. Les bons d'achat à validité limitée ou titres services sont des exemples particuliers de ce type de monnaie puisqu'ils s'articulent légalement au système de paiement national.

Ce type de monnaie, en intégrant le circuit classique, démontre une réelle ambition transformatrice. Malheureusement, la circulation effective de ces monnaies reste bien souvent limitée à un faible nombre d'utilisateurs. Leur impact ne s'apparente dès lors qu'à des campagnes de sensibilisation. Cette fonction éducative est toutefois, reconnaissons-le, une étape primordiale pour atteindre les objectifs fixés ci-dessus.

Deuxièmement, il y a les monnaies locales qui intègrent un système monétaire parallèle. C'est le cas des monnaies non convertibles. Sont concernées ici, les monnaies de cercles d'échange dont font par exemple partie les banques de temps. Ce sont donc des systèmes autonomes du système national, tout en y étant hiérarchiquement inclus comme vu au point 3.3.

Ce type de monnaie, de par son mode de fonctionnement autonome, est plus facile à mettre en place. Il en va de pair avec une ambition plus modeste également, réparatrice plus que transformatrice. En effet, il s'agit bien souvent de formes d'entraide destinées aux groupes sociaux et territoires fragilisés, à la marge de la société salariale. Les banques de temps, par exemple, sont souvent dépendantes d'apports de capitaux venant de la sphère privée, voir des autorités publiques. Ces projets luttent pour une action sociale et démocratique mais les solutions proposées restent en deçà des besoins des populations. De plus, Kalinowski (2014) met en doute leur pérennisation.

### **3.7. Le caractère permanent**

Nous le verrons par la suite, les expériences individuelles de monnaies locales ont peu souvent perduré à travers le temps. Mais une chose est sûre, le phénomène des monnaies locales dans son ensemble s'est généralisé.

D'une part, on observe que, durant les toutes dernières années, les monnaies locales se sont multipliées à travers le globe (Kalinowski, 2014). C'est ce que montre la figure 1, une version mise à jour par Transitie Vlaanderen VZW (2010) du graphique présenté dans « The future of Money » de Lietaer (2001). Dubois (2016), nous confirme qu'on compte aujourd'hui près de 5.000 monnaies locales complémentaires dans le monde. Les formes sous lesquelles se présentent ces monnaies locales restent, notons-le, très diversifiées (Blanc, 1998).

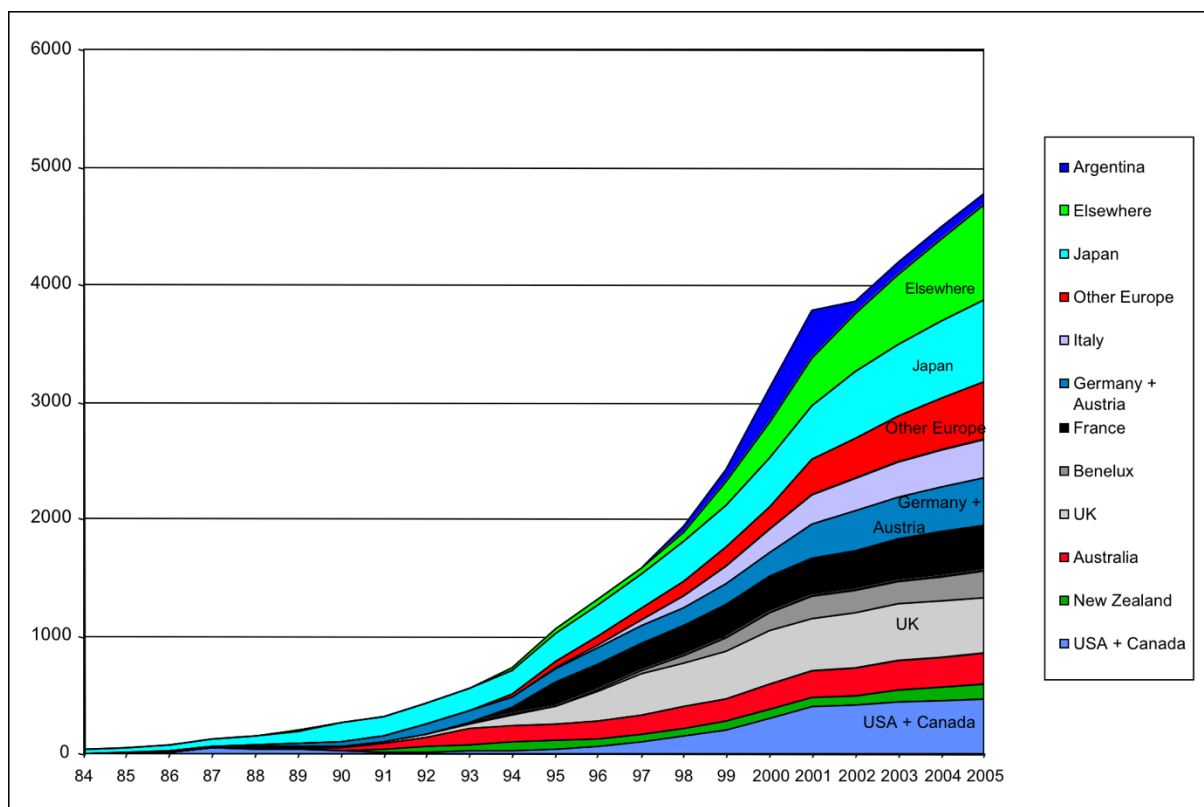


Figure 1 : Nombre de monnaies locales opérationnelles à travers le monde sur la période 1984-2005. Source : Transitie Vlaanderen VZW. 2010. Récupéré de : [http://www.transitie.be/userfiles/file/SUdeel6\\_lokalemunten%286\\_7%29\\_dec10.ppt](http://www.transitie.be/userfiles/file/SUdeel6_lokalemunten%286_7%29_dec10.ppt)

D'autre part, une constatation de taille a été faite : l'emploi des monnaies parallèles ne se limite plus qu'aux zones géographiques touchées par la crise. Blanc (1998) confirme : « Aujourd'hui l'emploi d'instruments monétaires parallèles n'est pas un phénomène limité à des pays en situation de crise financière ; c'est au contraire un phénomène généralisé à tous les pays ». Blanc (1998) rapporte également qu'un essai de recension des monnaies parallèles sur la période 1988 à 1996 révèle leur existence dans des situations que l'on peut qualifier de normales. Il ajoute : « Les monnaies parallèles apparaissent comme une réalité permanente et banale. Ce ne sont pas des éléments transitoires, mais de véritables instruments monétaires participant, dans leur emploi, à la gestion des dettes et à la socialisation des acteurs autant que toute autre monnaie » (Blanc, 1998).

Kalinowski (2014) vient nuancer ce caractère permanent en affirmant que les projets de monnaies locales et complémentaires suivent globalement une évolution cyclique, avec des phases d'essor suivies de périodes de stagnation.

### 3.8. L'origine

Dans ce point-ci, nous nous posons la question suivante : « Comment la théorie économique explique-t-elle l'existence des monnaies parallèles ? ». On se concentre donc ici sur l'origine des diverses et multiples monnaies locales ayant fait leur apparition depuis les années 1970. J. Blanc (1998) nous donne quelques pistes d'explications.

D'une part, les monnaies locales peuvent être la réponse à un désordre macroéconomique bien connu qu'est l'hyperinflation. Elles en sont à la fois une conséquence, mais sont aussi cause de son accélération.

D'autre part, ces monnaies peuvent résulter de tentatives de réformes de l'organisation monétaire de la société. Trois courants de pensée peuvent être à la source de ce désir réformateur.

(1) Le free banking :

Cette école dénonce l'emprise du politique sur la monnaie et prétend la sauvegarder en privatisant son émission.

(2) La monnaie fondante de Silvio Gesell :

Cette théorie socialiste prône une dépréciation de la monnaie afin d'éradiquer les privilèges de certains qui empêchent l'échange équitable.

(3) Le courant socialiste :

Ce courant plus radical prône une économie purement amonétaire afin de contrer les inégalités qu'engendrent l'argent.

Pour conclure, gardons à l'esprit que les courants de pensée décrits ci-dessus permettent de mieux comprendre l'origine et le développement de certains types de monnaies parallèles, mais ils n'expliquent pas la totalité des expérimentations diverses et variées que l'on voit se développer à l'heure actuelle (Blanc, 1998).

### **Focus : La théorie de la monnaie fondante**

Parce qu'il peut être considéré comme une fierté belge et parce que sa théorie est à l'origine de la toute première monnaie locale qu'est le Wörgl (voir point 2.2.2. dans la partie suivante) et bien d'autres, nous verrons plus en détail la théorie de Silvio Gesell comme la présente J. Blanc (2002).

Gesell est né en 1862 à Saint-Vith, ville belge depuis la fin de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, bien qu'anciennement allemande. Il vécut en Argentine au moment de la crise financière de 1891, ce qui le poussa à s'intéresser aux questions économiques. Sa renommée découle de la publication de son œuvre maîtresse : l'Ordre économique naturel. La version finale fut publiée en 1920, résultant de la fonte et du remaniement de deux de ses ouvrages publiés précédemment en 1906 et 1911. La quatrième partie de cet ouvrage s'intitule « La monnaie franche : l'argent tel qu'il pourrait et devrait être ». Dans ses écrits, Gesell critique la façon dont sont distribuées les richesses et classifie le capitalisme comme étant vecteur de guerre. La diffusion de ses idées en Europe commença dans les années 1910. Malheureusement, une dizaine d'années plus tard, l'inflation et hyperinflation allemande rendirent ses propos difficilement audibles. Il décède en 1930, l'année même du lancement de la première expérience de monnaie fondante – le Wörgl. Malheureusement, malgré l'existence d'organisations franchistes relayant les idées de Gesell, ces dernières ne furent pas toujours acceptées de tous. C'est ainsi que toutes les organisations et médias franchistes furent interdits en Allemagne en 1934.

La théorie de la monnaie fondante, aussi appelée monnaie franche, fait partie de la pensée socialiste de Gesell. Le principal point commun entre sa pensée et les mouvements socialiste est la recherche de la suppression du revenu obtenu sans travail. En d'autres mots, Gesell est contre la plus-value qui s'obtient par simple possession de capital. Pour lui, il faut faire coïncider le revenu réel – donc le pouvoir d'achat, avec le produit du travail fourni.

Gesell veut restaurer l'ordre économique naturel qui repose sur deux principes. D'un, l'homme est dirigé par son intérêt individuel. De ce premier principe découle la concurrence. De deux, cette concurrence est exempte de tout privilège. Malencontreusement, Gesell constate dans la société l'existence de deux privilèges qui empêchent l'établissement de cet

ordre économique naturel. Le premier privilège est la rémunération de la possession de la terre par la rente. Et le second est la rémunération de la possession de capital par l'intérêt. Le désir de s'affranchir de ce second privilège marque donc le point de départ de la réflexion de Gesell dans sa conception de la monnaie fondante.

Suivant ce raisonnement, l'opposition de Gesell envers le communisme et le capitalisme apparaît clairement. Le communisme n'est pour lui pas applicable dans une société où la division du travail s'est développée car l'intérêt personnel, un des deux piliers de l'ordre économique naturel, s'en trouve banni. Le capitalisme quant à lui respecte ce premier pilier mais failli au deuxième en biaisant la concurrence par l'imposition de privilèges aux possesseurs de capital.

Gesell va présenter sa théorie en continuité de celle de Proudhon. Proudhon lui aussi avait réfléchi à la manière d'abolir les privilèges présents dans le cadre économique de la société. Il avait analysé la nature du capital. Selon lui ce dernier obéit à la loi de l'offre et la demande comme les autres marchandises. Et puisque tous souhaitent le posséder, sa valeur augmente avec l'intérêt. La solution présentée par Proudhon fut d'élever les marchandises et le travail au rang de numéraire, afin d'équilibrer un privilège par un autre.

Gesell pu lui aller plus loin dans la manière pratique d'abolir le privilège de la rémunération du capital en renversant la proposition de Proudhon. Il affirma donc que, puisque les marchandises sont par nature périssables, elles ne peuvent être élevées au même rang que la monnaie. Il en conclut ainsi que c'est l'argent qu'il faut baisser au rang des marchandises. Pour mettre ce postulat en pratique, il proposa d'affranchir la monnaie de l'intérêt.

Au cours de ses réflexions, il se rendit compte que sans ou trop peu d'intérêt, la conséquence serait à l'encontre de l'objectif recherché. En effet, si les détenteurs de capital ne sont plus compensés pour la prise de risque liée au prêt, ni pour la prime de hausse (inflation anticipée), ces mêmes agents économiques auraient tendance à thésauriser leur argent au lieu de le placer. Ceci ne permettrait en rien d'accroître l'activité économique bénéfique à tous.

Après ces maintes réflexions, Gesell conclut enfin que, pour privilégier la circulation de la monnaie, il fallait lui faire subir des frais de conservation. La monnaie fondante est la solution trouvée par Gesell pour imposer de tels frais. Le système qu'il propose est de faire baisser la valeur nominale des billets en circulation au fil des mois. Ceci encouragerait les

agents économiques à acquérir des biens et rembourser leurs dettes au lieu de voir leur pouvoir d'achat diminuer (Colmant, 2012).

Le premier dispositif envisagé pour cette application est une monnaie tabulaire. Une table en fonte qui présente la valeur décroissante du billet au fil des semaines est imprimée à l'arrière de celui-ci. De cette plaque de fonte vient le nom dérivé « monnaie qui rouille ». Il fera évoluer le principe de ce dispositif en passant d'une dépréciation de 10% sur l'année à 5,2% correspondant à une dépréciation hebdomadaire de 0,1%. Le billet est alors utilisable durant un an et doit être échangé à la fin de la période.

Le second dispositif proposé est celui d'une monnaie estampillée. « L'idée est que les billets ne portent pas au dos une table de fonte mais une grille subdivisée en plusieurs cases dans lesquelles à date régulier les porteurs doivent coller un timbre préalablement acheté auprès des bureaux de poste, de sorte que la valeur du billet reste toujours la même » (Blanc, 2002). Dans la version française de son ouvrage, il est question d'un taux de dépréciation mensuel de 0,5%, soit 6% sur l'année. Ce taux de dépréciation infligé aux billets correspond à une inflation que l'on fait subir, non aux prix, mais à la monnaie.

Selon Gesell, ces dispositifs incarnent un système d'anti-thésaurisation puisqu'il estime que la thésaurisation disparaît dès lors que le taux d'inflation annuel atteint 5%.

Malgré tout, Gesell inclut tout de même dans sa théorie un principe de conservation de la richesse. « Dans son système, tout dépôt à la caisse d'épargne d'un montant donné doit être rendu par elle à ce même montant. Dans l'intervalle, la monnaie déposée continue de se déprécier ; c'est à la caisse d'épargne de l'employer, en la prêtant, pour éviter d'avoir à payer les timbres successifs » (Blanc, 2002). Ce système permet donc à l'agent économique d'accumuler de l'argent pour un achat futur, tandis que les banques ayant comme intérêt personnel de prêter l'argent sous forme de crédits, elles sont incluses dans le mécanisme d'accélération de la circulation monétaire.

Bien qu'il soit probable que ces dispositifs encouragent une circulation accélérée de la monnaie qui elle permet d'augmenter les échanges commerciaux ; j'émetts un doute quant à l'effectivité en tant que système décourageant l'épargne. D'une part, comme le dit Fisher (repris par Blanc, 2002), cette taxe imposée à la monnaie équivaut à un taux d'intérêt négatif. Il est certain qu'un actif à taux d'intérêt négatif circulera plus vite qu'un actif n'en ayant pas. D'autre part, le taux de dépréciation annuel doit décourager de l'épargne dans le cas où ce taux est supérieur à l'inflation car les agents économiques perdent d'autant plus en

thésaurisant. Or, le choix de ce taux référentiel de 5% n'est justifié d'aucune manière (Blanc, 2002). On se demande dès lors si cette référence est appropriée et un questionnement reste quant aux conséquences d'un taux référentiel trop distinct du taux réel.

De plus, comme soulevé par Colmant (2012), cette théorie de la monnaie fondante suppose que la monnaie soit l'unique vecteur de paiement et de thésaurisation. « Elle exclut, par exemple, que d'autres biens (bijoux, or, etc.) puissent servir de monnaies d'échange et d'épargne » (Colmant, 2012).

Je conclurai ce point focus en soulignant l'envergure de la diffusion des idées de Silvio Gesell.

D'une part, sa notoriété est indiscutable et plusieurs faits le prouvent.

Premièrement, son livre « l'Ordre économique naturel » a été traduit et publié dans de nombreux pays à travers le monde dont la France et l'Argentine.

Deuxièmement, des organisations et médias franchistes relayèrent ses idées réformatrices.

Troisièmement, des économistes reconnus firent ses éloges. Voici les mots de Keynes en parlant de Gesell: « le prophète vénéré d'un culte groupant à travers le monde des milliers de disciples » (repris par Blanc, 2002).

D'autre part, ses idées continuent à l'heure actuelle à être expérimentées.

Tadjudje (2016) nous informe : « Dans la grande famille des monnaies complémentaires, certaines ont poussé plus loin la logique d'outil de circulation, en devenant fondante ».

Kalinowski (2014) confirme : « Dans une perspective historique plus longue, les expérimentations actuelles font écho à celles des années d'entre-deux-guerres, lorsque Silvio Gesell promouvait la monnaie « fondante » ».

Arripe (2011) ajoute : « Des critiques récentes, issues de l'économie sociale et solidaire, ont fait remarquer que la première et la dernière fonction étaient contradictoires. La conservation de la monnaie limite sa circulation. Ces observations rejoignent des conceptions datant du début du XXe siècle, émises par Silvio Gesell ».

## Partie 2 : Étude de cas

### 1. L'euro

#### 1.1. Contexte

Depuis la fin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, une interdépendance économique s'est créée entre les différentes régions du monde (McKenzie, 1976). Les traités signés, mais aussi les innovations et développements économiques ont en effet encouragé l'augmentation du nombre de multinationales et la croissance du commerce international de manière générale. Comme le dit si bien Hirshleifer (2009) : « Ce qui est désiré c'est la spécialisation dans la production mais la diversité dans la consommation ». Cette interdépendance a forcément ses bons et mauvais côtés. Pour ne citer que de brefs exemples, on notera que la division du travail entre régions rend possible des économies d'échelle et un accroissement de la productivité. Tandis que, il n'est, par exemple, plus possible pour les gouvernements de définir des politiques nationales sans prendre en compte les implications pour le reste du monde. Un cas concret est de savoir comment gérer une hausse des prix du pétrole dont tous dépendent (McKenzie, 1976).

Comme conté dans le *dictionnaire d'économie* (Capul, 2011), le contexte international poussa les pays de la communauté économique européenne à établir entre eux une coopération monétaire permettant une plus grande stabilité du cours de leurs monnaies. C'est ainsi que fut créé en 1979 le SME (Système Monétaire Européen). Cette stabilité monétaire permet le bon fonctionnement du marché commun comprenant les échanges commerciaux ou encore la politique agricole commune. Cela permet également la convergence des situations économiques puisque les États membre se voient imposer certaines disciplines en matière d'inflation ou de politique budgétaire par exemple. Le SME peut être résumé comme étant un système de change qui repose sur l'écu. L'écu (european currency unit) est donc une référence pour la conversion des monnaies. Sa valeur est calculée sur base des douze monnaies de la communauté. Chaque monnaie influence la valeur de l'écu en fonction du poids pondérée de l'activité économique de chaque pays.

Suite à la longue expérience en matière de coopération monétaire acquise au sein du SME, les douze États membres s'accordèrent pour créer l'UEM (Union économique et monétaire). L'UEM est un accord, défini lors du sommet de Maastricht de 1991, pour l'instauration d'une monnaie et politique monétaire uniques. C'est dans le cadre de cet accord que le processus de convergence des économies s'est amplifié, que la banque centrale européenne a été installée, et que l'euro a été adopté pour une souveraineté monétaire commune. La valeur d'un euro a été fixée comme étant égale à un écu. L'euro scriptural est officiellement né le 1<sup>er</sup> janvier 1999, mais l'euro fiduciaire n'est arrivé dans nos poches qu'en 2002 (Degryse, 2007).

## **1.2. Fonctionnement**

Premièrement nous nous intéressons aux membres.

Afin d'être autorisés à rejoindre la zone euro, les États doivent remplir toute une série de critères de convergence :

- (1) Déficits publics ne dépassent pas 3% du PIB
- (2) Dette publique inférieure à 60% du PIB
- (3) Inflation ne dépassant pas plus de 1,5 point la moyenne des trois meilleurs pays en la matière
- (4) Taux d'intérêt à long terme n'excédant pas de plus de 2 points les taux moyens des trois pays les moins inflationnistes

Deuxièmement, nous nous intéressons à l'autorité de contrôle et régulation.

Le système européen des banques centrales est en charge de la politique monétaire et détient le pouvoir de création d'euros. Ce système est composé des banques centrales des différents pays, chapeautés par la BCE (Banque Centrale Européenne). La BCE, qui se veut politiquement indépendante, a pour mission exclusive la stabilité des prix et, en conséquence, la lutte contre l'inflation. La BCE fixe les taux directeurs et crée les billets, tandis que chaque banque centrale nationale ne fait que mettre en œuvre la politique monétaire et crée la monnaie divisionnaire. En cas de manifestation d'inflation, la BCE augmente ses taux directeurs puisque la masse monétaire en circulation est un indicateur de l'évolution future des prix. La politique budgétaire elle est gérée entièrement par les banque centrales nationales (Capul, 2011).

### 1.3. En pratique

Comme nous l'apprend la Commission Européenne (n.d.), depuis l'introduction effective de l'euro en 2002, 19 pays européens ont rejoint la zone euro et 340 millions d'européens utilisent l'euro quotidiennement dans leurs échanges. Ceci permet à l'euro d'être la seconde devise la plus utilisée au monde après le dollar.

Intéressons-nous à présent aux raisons qui ont poussé à l'adoption de cette monnaie unique. Voici les principaux avantages sur lesquels s'accordent Degryse (2007), Capul (2011), la Commission européenne (n.d.), et l'Union européenne (2018).

(1) Stabilité des prix :

Non seulement bénéficie-t-on d'un contrôle exercé par la BCE limitant l'inflation et réduisant les taux d'intérêts, mais aussi de l'élimination des frais de change.

(2) Croissance :

L'euro facilite les échanges commerciaux transfrontaliers entre entreprises et rend l'espace européen attractif pour les capitaux étrangers. La croissance et aussi l'emploi s'en voient stimulés.

(3) Concurrence positive :

La concurrence entre entreprises est plus vive ; ces dernières doivent donc devenir plus compétitives en devenant plus efficaces et en se différenciant. Le consommateur en bénéficie.

(4) Présence renforcée de l'UE dans l'économie mondiale :

L'euro constitue une réponse à la mondialisation et à la puissance des marchés financiers en donnant plus de poids à l'Union européenne dans les relations monétaires mondiales. L'euro lui accorde une place de grande puissance économique et monétaire, capable de concurrencer le dollar. La zone euro dépend ainsi moins du reste du monde.

(5) Identité européenne :

Comme évoqué dans le point 2.2. de la revue de la littérature, une monnaie est un moyen de rendre visible les frontières et génère un sentiment d'appartenance.

Bien évidemment, les deux facettes sont à prendre en compte pour garder un point de vue critique. Nous nous intéressons donc maintenant aux inconvénients du système monétaire qu'est l'euro. Lietaer (2010, 2012), Capul (2011) et Pichon (2015) s'accordent sur les inconvénients suivants qui rendent incompatible notre système monétaire et le concept de soutenabilité.

(1) Croissance infinie :

Comme expliqué dans le point 2.3. de la partie 1, la monnaie est créée sur base des crédits attribués. Or, le prix à payer pour bénéficier de ce crédit est celui de l'intérêt. Afin d'être en mesure de payer cet intérêt, il faut créer de la valeur. Nous transformons donc sans cesse des ressources pour rembourser nos emprunts et payer l'intérêt dû. Malheureusement, les ressources naturelles de cette planète sont limitées, contrairement aux exigences de croissance du système monétaire.

(2) Concurrence négative :

La concurrence et la quête de compétitivité qu'elle entraîne engendrent des rationalisations tel des fermetures d'entreprises, des délocalisations ou des licenciements.

(3) Concentration de la richesse :

Ici encore, l'intérêt est mis en cause. De fait, l'intérêt résulte du transfert d'argent émanant des acteurs qui n'en n'ont pas (et doivent donc emprunter) vers les acteurs qui ont plus d'argent que ce dont ils ont besoin (et sont donc en mesure d'en prêter). Si on en croit le rapport d'Oxfam (2016), le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde a dépassé celui des 99% restants. Ou encore, les 62 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale.

(4) Vision court terme

La méthode d'actualisation des flux de trésorerie est, selon Lietaer (2001), une des principales cause du manque de considération pour le long terme. En effet, dans la sphère économique, toutes les décisions sont prises sur base de ce modèle, prenant en compte les taux d'intérêt. De nos jours, les entreprises exigent du rendement et l'atteinte de résultats financiers toujours plus élevés d'un trimestre à l'autre.

(5) Crises

L'économie traverse des phases d'expansion aussi bien que de récession. Certaines se font sentir plus que d'autres avec des conséquences destructrices qui remettent en

cause la structure du système monétaire. La crise des subprimes de 2007 est sans aucun doute la plus sévère de ces dernières années. Malgré qu'elle se soit déclenchée aux États-Unis suite à l'effondrement de leur marché immobilier, cette crise se généralisa en crise financière entraînant toutes les banques dans sa chute et l'impact se fit ressentir partout dans le monde. Comme le relate Lietaer (2009), Bloomberg évalue l'impact financier du sauvetage des banques américaines à 7,7 trillions de dollar, soit 50% du PIB américain. Si les États parvinrent à sauver les banques, il n'y a nul doute à avoir quant à la contribution indirecte du petit contribuable belge. Après cet épisode, ce fut au tour de la crise de la dette publique grecque de plonger l'Europe dans l'austérité. Notre système monétaire n'est pas conçu pour les cas de crise isolés puisque ni la politique monétaire, ni la dévaluation ne peuvent être menées par un seul pays de la zone euro.

#### (6) Destruction de capital social

Si les crédits sous-tendent la création monétaire, on ne peut pas en dire autant de l'intérêt. Afin d'avoir l'argent permettant de rembourser ce dernier, les agents économiques entrent en compétition. Dans ce genre de situation, l'entraide disparaît et laisse place à l'égoïsme. On constate malheureusement que le matérialisme et l'individualisme sont des valeurs de plus en plus répandues dans les pays les plus développés.

## 2. Les monnaies locales

### 2.1. Panorama européen

Suivant la structure de Kalinowski (2014), nous allons nous intéresser à l'état actuel d'implantation des monnaies locales en Europe.

Tout d'abord nous nous intéressons à la situation de la Grande-Bretagne qui, tout comme l'Allemagne, apparaît comme une source majeure d'innovation en matière de monnaie locale. Cette position de choix résulte de la coexistence de traditions, i.e. le mouvement écologique et le soutien aux initiatives locales de Schumacher, et d'organismes

appropriés pour en diffuser les idées comme la New Economics Foundation ou le Schumacher College.

C'est en Grande-Bretagne que sont apparues les premières expériences de SEL (Système d'Échange Local) / LETS (Local Exchange Trading System) au milieu des années 1980. Les toutes premières expériences ne furent pas concluantes. Il fallut attendre les années 1990 et un contexte économique touché par un climat de crise pour voir les SEL fleurir jusqu'au nombre de 450 à travers le pays, comptant environ 40.000 membres.

A côté des SEL d'origine canadienne qui se sont propagés vers la France et d'autres pays européens, la Grande-Bretagne est le berceau du mouvement des « Villes en Transition » ainsi que des banques de temps. Le but des « Villes en transition » est d'assurer la résilience des villes face aux possibles crises économiques et écologiques engendrées par la dépendance en matières fossiles et au changement climatique. La plupart des villes ont opté pour une monnaie locale comme moteur du changement. C'est le cas du Bristol Pound, Brixton Pound, Totnes Pound, etc. Les banques de temps sont des plateformes permettant l'échange de services au sein d'une communauté définie. L'objectif est de promouvoir l'entre-aide au niveau local. L'unité de compte et de paiement de ce système est l'heure que l'on voit débitée ou créditée de son compte. Kalinowski (2014) nous informe que la Time Bank Union britannique fédère aujourd'hui près de 300 dispositifs locaux sur tout le territoire, revendiquant quelques 350 000 utilisateurs.

Le second pays se démarquant de par les expériences menées est l'Allemagne. Cette place de pionnier est sans doute à due à l'héritage intellectuel local dont fait partie Silvio Gesell et sa théorie de la monnaie fondante.

Le réseau Regiogeld est particulièrement bien développé. Il regroupe environ 70 monnaies locales à vocation commerciale, réparties entre régions et appliquant pour la plupart les idées de Silvio Gesell. Malgré la notoriété du Chiemgauer, l'association nationale Regiogeld Verband a récemment dû abandonner quatre de ses projets. Kalinowski (2014) rapporte : « L'association reconnaît aussi le problème de la pérennisation : sans subvention et avec des recettes propres insuffisantes, ces projets reposent fondamentalement sur l'engagement bénévole dont le renouvellement s'avère problématique ».

En Autriche, les SEL et autres monnaies locales se concentrent dans la partie occidentale du pays, sans doute dû à l'influence allemande. On recense une trentaine de SEL, dénommés Tauschkreise, et cinq monnaies locales. La monnaie la plus répandue accueille quelques 150 entreprises membres et détient l'équivalent de 100.000 euros de masse monétaire en circulation. C'est aussi dans cette région que l'on retrouve la banque de temps la plus dynamique du pays, Talente Vorarlberg, avec quelques 1800 membres (Kalinowski, 2014).

En Suisse, l'association TALENT encadre un réseau de banques de temps. Mais la Suisse est avant tout connue pour le WIR. Le WIR doit sa renommée au fait d'être la seule expérience de monnaie locale de l'entre-deux-guerres ayant tenu le coup et aussi à l'ampleur que le projet a pris. Le WIR est à la fois un réseau, une monnaie utilisée par 60.000 petites et moyennes entreprises, et aussi une banque où transitent des francs suisses (WIR, 2018).

La France fut elle aussi touchée par le courant des SEL dans les années 1980-1990 sans franc succès. De nos jours, la situation est inchangée. On retrouve environ 500 dispositifs, n'ayant chacun qu'une centaine d'utilisateurs en moyenne. La faible densité des échanges est le principal frein au développement de ce modèle, constate Kalinowski (2014). Par contre, depuis la crise financière de 2008 qui servi de déclic, la France a vu se développer une trentaine de monnaies locales. Ces monnaies sont apparues dans le but de contrer les manquements structurels de l'euro mais ont aussi pour fonction de mettre en avant l'identité des régions (Lamothe, 2015).

Voyons voir à présent la situation dans notre petit pays qu'est la Belgique. Nous ferons abstraction des initiatives de SEL ne faisant que peu parler d'elles de par l'infime nombre d'utilisateurs comme dans de nombreux pays voisins.

Nous pouvons par contre affirmer qu'il y a actuellement 10 monnaies locales en circulation en Wallonie pour un total équivalent à 500.000€ (RTBF, 2018). La 10<sup>ème</sup> monnaie, l'Orno, a été lancée en juin dernier dans la ville de Gembloux. L'ASBL Financité soutient l'ensemble de ces initiatives collectives en matière de finance responsable et solidaire. Mais toutes ensemble, elles ne pèsent toujours pas plus de 200.000€ (Louis, 2017).

En Flandres, on remarquera le développement du RES depuis 1996. Fondé à Louvain, le RES s'échange maintenant dans toute la Belgique. L'autre projet qui a largement fait parlé de lui malgré sa petite ampleur est le projet Torekes à Gand. Ce dispositif récompense les gestes citoyens dans un quartier défini de la ville qui se veut être le plus pauvre économiquement parlant.

Nos voisins des Pays-Bas se montrent très actifs dans le lancement de projets de monnaie locale. Kalinowski (2014) explique ce dynamisme par la présence d'un acteur de choix : la Qoin Foundation. Cette fondation promeut la création de monnaies adaptées aux besoins des communautés quelles qu'elles soient. Ils sont à l'origine du lancement du Bristol Pound en Grande-Bretagne et de SoNantes en France, une monnaie totalement électronique qui fonctionne aussi bien pour le B2B que B2C.

Passons maintenant au bassin méditerranéen. Ce dernier « porte toutes les marques des solutions de nécessité élaborées dans le contexte d'une crise sociale sans précédent » (Kalinowski, 2014).

En Grèce, le premier pays gravement touché par la crise de la dette publique, on peut qualifier l'augmentation du nombre de projets de monnaies complémentaires de spectaculaire. En effet, le nombre de projets à cru de 1 à environ 70 entre 2008 et 2014.

L'Espagne où l'entre-aide prend plus de place au sein de la société que dans d'autres pays européens, et qui, de plus, bénéficie du soutien des municipalités ou de certaines ONG caritatives comme Salud y Familia, compte un nombre important de banques de temps depuis la crise de 2008. On en comptait environ 300 en 2014, un-tiers d'entre elles étant concentrées dans les deux grosses villes urbaines que sont Madrid et Barcelone. Kalinowski (2014) ajoute que le pays compte également plusieurs dizaines de monnaies locales disséminées sur tout le territoire.

Un pays très intéressant est l'Italie. Elle présente de nombreux cas de projets solidaires. L'atout de marque que possède l'Italie est son contexte législatif favorable. De fait, il n'a pas fallu attendre la crise de 2008 pour que se développent des centaines de banques de temps. On en comptait déjà 250 en 2002 et 430 en 2014. Fort est de constater que tous les

types d'initiatives solidaires ont pris de l'ampleur dans ce pays méditerranéen. Ainsi, Kalinowski (2014) relève l'existence d'un réseau national regroupant environ 15.000 particuliers et 2.000 entreprises autour de projets de monnaies locales depuis 2008. Et cela ne s'arrête pas là, l'Italie s'est aussi inspirée de la Suisse en développant des plateformes d'échange interentreprises comme le Sardex en Sardaigne. Les dirigeants italiens semblent réagir de manière favorable à l'éclosion d'autant de mouvements citoyens puisqu'en 2014 un projet de loi encore plus accommodant aux monnaies locales était en discussion au parlement. De fait, l'Italie, étant le seul pays de la zone euro à avoir connu un déclin économique depuis le début de l'union monétaire, semble chercher activement des alternatives pour ne plus souffrir autant des mesures d'austérité européennes (De Grauwe, 2018).

En Europe centrale et orientale, les essais de systèmes monétaires parallèles ne se sont pas avérés très concluants. Malgré le soutien reçu que ce soit par les États voisins ou encore des fonds européens de cohésion sociale, les initiatives des années 2000 se sont toutes soldées par des échecs voir abandons en Pologne, Slovaquie et Hongrie. Kalinowski (2014) relaye une explication quant aux échecs des projets communautaires : « Une étude réalisée au milieu des années 2005 pointait les difficultés liées aux traits spécifiques des sociétés post-communistes : la faiblesse du tissu associatif local et l'absence de leaders sociaux locaux, le peu de confiance accordée aux institutions et à la société civile, la combinaison de l'individualisme et du repli sur la vie familiale, etc. Ce diagnostic reste encore largement valable ».

Dans ces pays est pourtant apparu plus récemment non seulement un désir de contrer les effets de la crise économique de 2008, mais aussi un rêve non avoué de développer leur autonomie par rapport aux autres États. C'est pourquoi une nouvelle vague de projets de monnaies complémentaires et porteuses d'espoir voit le jour dans une infime mesure. Nous pouvons par exemple citer le Kékfrank en Hongrie.

Dans les pays scandinaves, malgré quelques petites expériences par-ci par-là, le sujet des monnaies complémentaires n'est globalement pas abordé dans le débat public.

## 2.2. Cas

Nous analyserons dans cette partie différents cas de monnaie complémentaire permettant la confrontation entre différents systèmes et leur impact sur la société. Les différents cas sont présentés par ordre chronologique et évoquent aussi bien des initiatives ayant eu du succès que d'autres soldées par un échec.

Chaque cas sera structuré en trois parties : le contexte, le mode de fonctionnement, et les implications qu'a eu la monnaie, aussi bien positives que négatives.

### 2.2.1. Wära

Premièrement, observons le contexte dans lequel est apparue cette monnaie.

Le wära fut introduit en 1926 par Hans Timm et Helmut Rödiger, des disciples de Silvio Gesell, en tant qu'expérience test à différents endroits en Allemagne. A cette époque, l'économie allemande faisait face à une sévère récession. Le mark allemand, qui depuis la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale voyait sa valeur se déprécier de manière affolante face au dollar, se faisait rare et en voulant l'épargner, la population aggravait le phénomène de récession (Lietaer, 2001 ; Community Currency, 2018).

Ce n'est qu'en 1929, après les phases de test, que l'organisme associatif à la source de l'initiative fonde la banque émettrice de wäras. C'est en cette même année de 1929 que Max Hebecker, ancien mineur, décida d'utiliser toutes ses économies afin de racheter la mine en faillite du village de Schwanenkirchen. C'est après s'être vu refusé le financement des banques régionales pour la reconstruction de la mine à charbon que Hebecker se tourna vers la banque de wära qui lui accorda un crédit équivalent à 50.000 Reichsmark (Community Currency, 2018). Victime de son succès, le wära fut attaqué en justice par la banque centrale allemande. Sans résultats puisque aucune limitations n'étaient prévues dans la législation pour ce type de monnaie. En 1931, l'Etat allemand du donc faire passer une nouvelle loi d'état d'urgence pour pouvoir interdire le wära qui concurrençait le Mark.

Deuxièmement, nous nous intéressons aux principes de fonctionnement de cette monnaie.

Étant inspiré de Silvio Gesell, le Wära est une monnaie qui perd de sa valeur au fil du temps. Le Wära permet donc de contrer le phénomène de récession en forçant la circulation monétaire. Les salaires des mineurs étaient payés à un taux de 90% en wäras, ce qui ne laissa d'autre option aux commerçants du village que de les accepter, et ainsi de suite avec les fournisseurs et producteurs. La valeur du Wära était assurée par les réserves de charbon et le taux de change avec le Reichsmark était de 1 :1 (Lietaer, 2001). Une redevance était due mensuellement si l'on voulait conserver ses wäras. Elle était à payer sous forme de timbre à apposer aux billets.

Troisièmement, regardons les implications pratiques qu'a eu le wära.

Selon Arripe (2011) un total de 1.300 membres fut atteint. Lietaer (2001) parle lui de 2.000 entreprises à travers l'Allemagne utilisant cette monnaie. Le wära fut en effet capable de relancer l'économie du village de Schwanenkirchen et s'étendis dans les contrées voisines. Au total, plus de 2 millions de personnes auraient utilisé le wära alors que, grâce à sa circulation accélérée, il n'y aurait jamais eu plus de 20.000 wäras en circulation au même moment (Community Currency, 2018). L'efficacité démontrée du wära à relever l'économie allemande inquiéta même les autorités monétaires centrales dont on prenait en charge le rôle principal. La preuve de son succès réside également dans le fait que le wära inspira d'autres régions du monde à lancer leur propres monnaie locale, basée sur les mêmes principes directeurs. C'est le cas du Wörgl en Autriche (voir point suivant).

### **2.2.2. Wörgl**

Premièrement, observons le contexte dans lequel est apparue cette monnaie.

Wörgl est une ville d'Autriche située dans la région du Tyrol. En 1932, la ville est, comme de nombreuses régions du monde, confrontée à la Grande Dépression des années 30. Le nombre de chômeurs est énorme et la commune est presque banqueroute (Arripe, 2011). Arripe (2011) parle d'une ville de 4.000 habitants et Lietaer (2010) précise qu'il y avait 500 chômeurs dans la ville et encore 1.000 autres dans les environs proches. Il ajoute que 200 familles

n'avaient plus du tout d'économies pour vivre. La population étant dans l'impossibilité de payer leurs impôts, ce sont les finances de la ville qui en souffraient.

Lorsque Michael Unterguggenberger fut élu maire de Wörgl, il n'y avait plus que 40.000 schillings sur le compte de la ville. Or, Unterguggenberger avait de nombreux projets en tête qu'il souhaitait réaliser comme repaver les rues, améliorer le système de distribution d'eau, etc. Et ce n'est pas la main d'œuvre qui manquait. Le maire, qui connaissait la théorie de la monnaie fondante de Silvio Gesell, décida de l'appliquer. Il utilisât donc les 40.000 schillings disponible comme dépôt pour l'émission de 40.000 wörgls (Lietaer, 2010).

En 1933, le gouvernement autrichien, sous la pression de sa banque centrale, interdit la monnaie fondante de Wörgl (Arripe, 2011).

Deuxièmement, nous nous intéressons aux principes de fonctionnement de cette monnaie.

Les ouvriers employés par la ville pour réaliser les différents projets du Maire furent payés en attestations de travail – autrement dit en Wörgls. Arripe (2011) explique que la commune s'engageait elle aussi à recevoir ces bons de paiement pour les impôts, à parité avec la monnaie officielle. De plus, ces attestations seraient taxées de 1 % par mois afin que leurs possesseurs les fassent circuler de façon ininterrompue (Arripe, 2011). Toute personne payée en wörgl faisait donc en sorte de les dépenser au plus vite. Cette dynamique fournissait du travail à d'autres personnes rapidement. Quand les gens ne savaient plus comment utiliser leur wörgls avant de devoir payer le timbre d'une valeur d'1% à y apposer, ils décidèrent même de payer leurs taxes à l'avance.

Troisièmement, regardons les implications pratiques qu'a eu le wörgl.

Arripe (2011) qualifie l'histoire de Wörgl de « success story ». Elle explique : « La circulation monétaire s'accéléra. La municipalité vit ses rentrées s'accroître, en partie parce que certains réglèrent leurs impôts à l'avance pour ne pas payer la taxe de 1 %. De toute façon, la reprise de l'activité accrut les rentrées fiscales ». Non seulement la commune engagea des travaux publics améliorant le niveau de vie de tout un chacun, mais aussi, il est dit qu'en un an l'économie locale fut redressée de manière générale et le chômage réduit. Une rue fut même baptisée « rue Gesell » (Arripe, 2011). C'est dans ces conditions, et en voyant que 200 autres villages étaient prêts à recopier l'initiative, que la banque centrale paniquât. Elle décida

d'appliquer son droit monopolistique d'émetteur de monnaie, et tout comme pour le wära, le wörgl fut interdit de circulation en 1933 à peine.

### **2.2.3. WIR**

Premièrement, observons le contexte dans lequel est apparu le WIR.

Le WIR a été créé en 1934 en Suisse, à la même époque et dans la même région du monde que les deux monnaies présentées précédemment, en réponse à la forte dépression caractéristique des années 30. Comme les deux expériences que sont le wära et le wörgl, le WIR est une solution économique originale qui a été impulsée par un groupement de personnes constatant l'incapacité du gouvernement à réagir face à la crise (Blanc, 2000).

L'idée a émergé d'un groupe d'hommes d'affaires qui se plaignaient de leur banque qui leur avait annoncé qu'elle allait réduire leurs lignes de crédits. Certains d'entre eux seraient donc dans l'impossibilité de payer à leurs fournisseurs ce qu'ils avaient prévu d'acquérir (Lietaer, 2009). Ils décidèrent donc de développer leur propre solution basée sur l'entraide : le WIR. WIR est la contraction de « wirtschaft » ou « l'économie » en français, mais surtout, « wir » signifie « nous », ce qui laisse entrevoir son principe fondateur. La communauté et banque WIR sont toujours en place à l'heure actuelle, ayant su traverser les années durant lesquelles de nombreux autres systèmes complémentaires ont échoué.

Deuxièmement, nous nous intéressons aux principes de fonctionnement de cette monnaie.

La monnaie WIR s'échange au sein du Cercle économique WIR dont le principe de fonctionnement est celui de la mise en contact. Ce cercle se définit dès son origine comme une « organisation d'entraide, d'établissements de commerces, d'artisanats et de prestations de services ». C'est en quelque sorte, comme le qualifie Blanc (2000), une chambre de compensation interentreprises.

En tant que système d'échange, le Cercle économique WIR se rapproche d'un SEL (Système d'Échange Local), à l'exception qu'il bénéficie du statut bancaire. Le réseau WIR a été créé sous le statut de coopérative en 1934 puis a acquis le statut de banque en 1936 (Blanc, 2000). Le groupe d'hommes d'affaires à la base de l'initiative a décidé de s'entendre de la manière suivante, expliquée par Lietaer (2009) : « De façon à pouvoir continuer à faire des transactions

directement entre eux, plutôt qu'avec l'argent de leurs banques. Les uns, ceux qui achètent, comptabilisent des débits envers les autres, ceux qui vendent. À l'inverse, ces derniers bénéficient de crédits envers les premiers ».

Le Cercle économique WIR se présente comme un vaste système de virements interentreprises organisé par une banque où il n'y a donc pas de monnaie manuelle en jeu, elle est uniquement scripturale (Blanc, 2000).

Blanc (2000) nous informe que « les comptes sont tenus dans l'unité interne WIR, à parité avec le franc suisse de telle sorte que des comptabilisations dans les deux unités sont possibles ». Néanmoins, les WIR dont disposent les PME sur leurs comptes ne sont pas transférables à l'extérieur (Blanc, 2000). Ce qui signifie que les PME sont contraintes à dépenser leurs avoirs auprès d'autres membres du réseau uniquement.

Lietaer (2009) explique la complémentarité du WIR avec la monnaie nationale, le franc suisse :

*« Le WIR fonctionne spontanément à contretemps par rapport au franc suisse. À chaque fois qu'il y a une récession dans l'économie du pays, le volume des échanges en WIR augmente. Inversement, lorsqu'elle retrouve le chemin de la croissance, le volume des WIR en circulation diminue. Tout simplement parce que tout homme d'affaires normalement constitué préférera (si je lui en donne le choix) être payé en francs suisses – qui lui permettront d'acheter partout dans le monde – plutôt qu'en WIR, qu'il ne peut échanger qu'avec les 75 000 autres membres dans les limites de son propre pays. Si, en revanche, le crédit en monnaie nationale se resserre, le même homme d'affaires préférera passer une transaction en WIR plutôt que de ne pas vendre du tout ».*

Un autre élément d'haute importance quant à l'incorporation du WIR dans le système monétaire national concerne le caractère bimonétaire du cercle « qui est nécessaire puisque les entreprises sont soumises à la fiscalité qui est tenue en francs suisses et que la banque elle-même doit pouvoir assumer ses obligations en la matière » (Blanc, 2000).

Troisièmement, regardons les implications pratiques qu'a eu le WIR.

Il est inévitable d'appuyer le fait que le WIR est l'unique monnaie complémentaire des années 1930 ayant non seulement survécu jusqu'ici, mais qui de plus prospère.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1936, le WIR regroupait déjà plus de 3.000 participants. Malgré deux phases délicates dues à des crédits non-remboursés ou des malversations comme l'explique Blanc (2000), le WIR a su passer le cap. En effet, il comptait en 1995 58.000 PME, soit 20% de l'ensemble des PME suisses (Blanc, 2000). Lietaer affirme en 2009 que : « Les échanges interentreprises libellés en WIR représentent près de 2 milliards

d'euros par an. La Banque coopérative WIR, dont le siège est à Bâle, compte 75.000 PME clientes ». Il précise également que le WIR est aujourd'hui utilisé par un quart des entreprises suisses.

Prendre part à ce réseau démontre une forme de solidarité qui permet aux membres de jouir des avantages que sont l'information, les facilités de crédit, et les activités de lobbying auprès des gouvernements (Blanc, 2000). Si autant de membres ont rejoint le réseau c'est parce qu'il permet aux PME de se protéger contre les dangers du marché au sein duquel les relations de clientèle ou de soutien mutuel sont noyées dans le principe de concurrence (Blanc, 2000).

Comme le dit si bien Blanc (2000), le réseau WIR est un outil de cohésion et de pression d'une catégorie sociale dispersée. En se regroupant, les PME renforcent leur capacité à s'opposer à l'emprise des grandes entreprises et multinationales. De fait, lorsqu'elles font partie du réseau WIR, les PME se voient forcées à s'approvisionner auprès d'autres PME membres de réseau, renforçant les liens entre elles et leur donnant plus de poids ce qui leur permet de se poser comme lobby luttant contre les grandes entreprises et le poids de l'état (Blanc, 2000).

Lietaer (2009) rapporte même que le WIR serait un élément déterminant dans la si réputée stabilité et force économique de la Suisse : « Ce qui est fascinant dans cette histoire, c'est que le professeur d'économie américain James Stodder, qui a réalisé une étude sur l'impact du WIR, a démontré que la stabilité de l'économie suisse, sa grande capacité de résilience par rapport aux économies voisines, s'explique par l'existence de cette monnaie parallèle ».

Malgré son succès, le WIR est lui aussi confronté à certaines limites que décrit Blanc (2000) :

*« Plus que le nombre d'adhérents, la diversité de leurs productions est essentielle, de même que la bonne circulation de l'information. Mais la quantité des adhérents est à double tranchant. Si l'attractivité du Cercle repose sur la présence d'une grande variété de produits proposés, la concurrence qui résulte de l'accumulation des adhérents ayant une activité semblable ou identique limite l'intérêt d'adhérer au Cercle. Le Cercle WIR, comme tout réseau interentreprises de ce type, souffre ainsi d'une contradiction : autant son principe repose sur une sorte de protection vis-à-vis des difficultés extérieures, autant son succès fait tomber cette protection et revenir à un réseau de concurrence semblable à l'économie externe. De tels systèmes d'échange-marchandises de semblent donc viables qu'à une échelle limitée, tant que la concurrence est moins dure qu'ailleurs. Une politique de restriction des adhésions par l'administration centrale du Cercle est nécessaire ».*

#### 2.2.4. Chiemgauer

Premièrement, observons le contexte dans lequel est apparu le Chiemgauer.

Cette monnaie fait partie du réseau Regiogeld qui comprend environ 70 monnaies locales en Allemagne ayant émergé dans les années 2000 et suivant le principe de fonte de la monnaie. Créé en 2003 dans la commune bavaroise de Prien am Chiemsee, le Chiemgauer est la monnaie la plus connue du réseau car elle est celle dont la circulation a pris le plus d'ampleur (Kalinowski, 2014). Elle fut créée après qu'une constatation ait été faite : un nombre grandissant de petites entreprises n'avaient aucune chance pour concurrencer les multinationales et il y avait une incroyable demande pour de la main d'œuvre qualifiée et créative (Tóth, 2011).

Deuxièmement, nous nous intéressons aux principes de fonctionnement de cette monnaie.

Arripe (2011) explique que toute personne ou association qui le souhaite peut acheter ces bons en euros et, afin d'encourager la population à faire le change, un bonus est accordé. Pour 100€, chaque personne reçoit 103 Chiemgauer. Il existe six coupures distinctes de cette monnaie et le taux de change avec l'euro est de 1:1.

Pour s'assurer la circulation de cette monnaie, les entreprises peuvent payer les salaires en chiemgauers, garantissant ainsi que les employés dépensent leur argent dans l'économie locale (Tóth, 2011).

C'est un système de monnaie fondante donc tous les trimestres, il faut racheter un timbre de 2% de la valeur du billet pour qu'il reste valable. Ça signifie que durant les trois mois suivant l'apposition du timbre, le billet s'échangera pour 98% de sa valeur faciale. Au total, le chiemgauer perd 8% de sa valeur faciale par an. Ceci est ce qui s'applique à la monnaie papier. Mais depuis 2007, le chiemgauer peut aussi être utilisé de manière électronique grâce à une carte de paiement nommée la Regiocard. Ce fut un grand pas dans le développement et pour la pérennité du chiemgauer car ça permet d'inclure dans le système des entreprises relativement plus grandes qui ne peuvent pas se permettre de payer leurs fournisseurs en cash (Tóth, 2011). La dépréciation de cette même monnaie présentée sous forme électronique se fait de manière automatisée. Après 30 jours, l'argent perd quotidiennement 0,02% de sa valeur qui est déduite directement du compte du titulaire (Tóth, 2011). Avec le

prix des timbres sont générées des recettes qui financent des projets sociaux, environnementaux, culturels (Arripe, 2011).

Il existe également la possibilité de reconvertir ses chiemgauer en euros. Dans ce cas, une pénalité de 5% du montant sera appliquée ce qui signifie que l'on ne reçoit en euros que 95% du montant initial. Ces 5% de frais de change qui sont retenus sont tout de même utilisés à bon escient puisque 60% du montant retenu sera distribué à des organisations de bien public tandis que les 40% restants serviront au financement du système administratif de la monnaie complémentaire. Si des billets sont conservés plus de 2 ans, ils perdent alors leur pouvoir de convertibilité en euros (Tóth, 2011). « Au début, les commerçants convertissaient leurs bons en euros dès que possible, maintenant, ils les gardent et paient leurs fournisseurs avec, ce qui leur évite la taxe de 5 % » (Arripe, 2011). Ce phénomène est signe de la confiance grandissante des membres.

Tóth (2011) ajoute que, étant donné que cette monnaie est basée sur la confiance des utilisateurs, le partage d'information au sein du réseau est très important. C'est pourquoi le réseau ne se contente pas de faire des publications dans les journaux locaux ou de mettre à jour leur site web, mais ils envoient aussi des « banquiers » sur les foires et expositions locales pour un contact personnalisé avec les membres.

Troisièmement, regardons les implications pratiques qu'a le chiemgauer.

Commençons à nouveau par quelques chiffres. Tóth (2011) constate que, depuis sa création en 2003 jusqu'en 2009, les nombres de consommateurs, producteurs, et associations n'ont cessés de croître d'année en année de manière constante. Kalinowski rapporte en 2014 que le chiemgauer représente une masse de circulation d'environ 500.000€, ce qui est supérieur à toutes les autres monnaies Regio prises ensemble - environ 10.000€ en circulation. Tóth lui, rapportait en 2011 que plus de 2.500 membres participèrent au projet. Il nous informe que, grâce à la circulation accélérée de la monnaie, les entreprises de la région auraient généré plus de 4 millions d'euros de revenus. Le chiemgauer aurait permis une augmentation de 15 à 20% de leur chiffre d'affaire. Tandis que 20.000€ auraient été générés par le système au bénéfice des organisations non gouvernementales.

Ce succès est sans aucun doute dû à la vitesse de circulation de la monnaie. Arripe (2011) rapporte : « un Chiemgauer circule en moyenne 20 fois par an, contre 3,5 pour un euro. Il crée ainsi six fois plus d'affaires et d'emploi que l'euro ».

On peut résumer les implications positives du chiemgauer en deux points.

D'une part, il supporte les activités culturelles, éducatives, et celles concernant la protection de l'environnement. Ceci est permis grâce aux frais d'achat des timbres et frais de conversion de la monnaie en euros qui sont en partie redistribués dans des entités locales à finalité non lucrative. L'utilisation de cette monnaie complémentaire contribue également de manière générale à la hausse de l'esprit et du sentiment d'appartenance communautaire. Ces attributs contribuent eux même au bien-être général de la communauté (Tóth, 2011).

D'autre part, il supporte l'industrie alimentaires et les autres industries légères en général en assurant la stabilité et le développement durable de l'économie de la région. Le danger de délocalisation se voit donc également réduit (Tóth, 2011). Ceci est garanti grâce à la relocalisation des échanges qui permet aux commerçants de réaliser des économies de coûts. Un des coûts principaux est celui du transport qui, en plus d'économies au niveau financier, entraîne une diminution des externalités négatives dont souffre l'environnement.

Par soucis de conservation de l'esprit critique, nous aborderons également les implications négatives du chiemgauer énumérées par Tóth (2011).

Premièrement, lors de la phase d'introduction de la monnaie, les entreprises ne trouvaient pas où dépenser les chiemgauers accumulés à cause du peu d'affiliés au réseau. Pour éviter la perte de valeur de la monnaie, les entrepreneurs avaient donc une forte tendance à la convertir dès réception. Conséquemment, la quantité de masse monétaire en circulation était très faible.

Deuxièmement, ce sont tous les utilisateurs en général qui sont forcés de sans cesse faire des calculs afin de déterminer s'ils s'en sortent mieux en payant le timbre de dépréciation ou en payant la pénalité de reconversion en euro.

Troisièmement, problème assez sévère est que la perte de valeur du chiemgauer a souvent tendance à excéder le taux d'inflation de l'euro, le rendant forcément moins attractif.

Enfin, non seulement le budget marketing pour faire comprendre aux habitants que cette monnaie sert leur meilleur intérêt est élevé, mais des études empiriques rapporteraient que jusqu'à ce jour, aucun changement de comportement ou de mentalité n'ait été constaté par rapport au fait de consommer plus local.

Je conclurai pas ce fait très intéressant pour notre étude de cas, relevé par Tóth (2011) : le cas de cette monnaie complémentaire bavaroise a été examiné à plusieurs reprises

par la banque centrale de la République fédérale allemande qui conclut que le chiemgauer ne représente aucune menace pour l'euro.

### **2.2.5. Eco-Iris**

Premièrement, observons le contexte dans lequel est apparu l'Eco-Iris.

L'Eco-Iris est une monnaie complémentaire bien de chez nous, ou plus précisément, de la région de Bruxelles capitale. « En 2009, la Région bruxelloise avait commandé une étude sur les monnaies complémentaires. Elle avait également mené un sondage auprès de la population afin de déterminer son intérêt pour le lancement d'une telle initiative. Parmi les personnes interrogées, sept sur dix avaient envie de tester le système » nous explique Lhuillier (2014).

C'est donc en 2011 qu'a été lancée cette monnaie complémentaire avec le soutien du Ministère de l'Environnement (Kalinowski, 2014).

L'objectif de cette monnaie est double. Il s'agit d'une part de favoriser le commerce de quartier et d'autre d'encourager les gestes écologiques (Fabr , 2014).

Deuxièmement, nous nous intéressons aux principes de fonctionnement de cette monnaie.

Tout d'abord, il faut noter le taux de change plutôt inhabituel de 10 eco-iris pour 1 .

La circulation de cette monnaie fut restreinte à une petite zone ne comprenant, au lancement du projet, que trois quartiers bruxellois choisis en fonction de critères démographiques et sociaux (RTLinfo, 2011). Les communes de Watermael-Boitsfort, Molenbeek et Saint-Gilles reçurent chacune 15.000  de subsides pour communiquer autour de cet outil. La commune de Watermael-Boitsfort d cid t même de faire sous-traiter la gestion de cette monnaie qu'elle confi t à une ASBL (Lhuillier, 2014).

Le principe guidant l'usage des eco-iris est que les citoyens qui effectuaient des actions jugées positives pour l'environnement, ou «  co-gestes », se voyaient récompensés (LaCapitale, 2018). Les gestes récompensés incluent par exemple le fait de réduire sa consommation de gaz, cultiver un potager, faire du covoiturage, ou encore acheter un vélo. Ensuite, les Eco-Iris peuvent être dépensés dans les magasins locaux qui acceptent de participer à l'opération et vendant des produits à caractère biologique tel des aliments bio ou de l'outillage pour le

jardinage (Fabr , 2014). Kalinowski (2014) rapporte que l'idée de proposer « en exclusivité » quelques biens spécifiques, accessibles uniquement en monnaie locale, a été essayée pour accroitre l'attrait de la monnaie, sans grand succès.

Niveau convertibilité, il existe, pour les commerçants uniquement, la possibilité d'échanger leurs eco-iris pour des euros (Lhuillier, 2014). Cette option semble indispensable lorsqu'on entend la plainte d'un gérant d'épicerie bio à Schaerbeek rapportée par Fabr  (2014) : « Il fallait offrir aux commerçants des possibilités d'écouler ces Eco-iris dans le quartier, poursuit Patrick Lentz, mais après un an et trois mois, on ne nous avait offert aucune possibilité d'échanger ces Eco-Iris, on a dès lors décidé de quitter le projet. On s' st fait rembourser nos Eco-Iris accumulés durant plus d'un an, ce qui finalement ne représentait que l'équivalent de 600 euros ».

Troisièmement, regardons les implications pratiques qu'a eu l'eco-iris.

Pour ce qui est des chiffres, Lhuillier évoquait en février 2014, 650 personnes et 40 commerces comme utilisateurs de la monnaie avec quelques 56.000 billets en circulation, représentant une valeur de 5.600 . En avril 2014, Fabr  totalisait 8.000  en circulation pour plus de 400.000  d'investissement total dans le projet. Au vu de ces chiffres, on ne peut que comprendre Kalinowski (2014) qui qualifie le projet de controversé suite à des frais de fonctionnement sans commune mesure avec la masse monétaire en circulation. On pouvait lire en 2014 un titre du Soir : « la monnaie alternative « eco-iris » : Un flop qui a pourtant coûté cher » (Fabr , 2014). Cette année, DéFi, le parti politique francophone, va plus loin en dénonçant la mauvaise gestion du projet qu'il qualifie de gabegie (LaCapitale, 2018).

Selon Joséphine Henrion, responsable du projet chez Bruxelles Environnement, l'objectif a cependant été atteint puisque parmi les utilisateurs, 50 % disent avoir adopté un nouveau geste environnemental et 54 % les ont dépensés chez des commerçants chez qui ils ne se rendaient pas avant (Lhuillier, 2014).

Pinxteren (2015) relève la circularité de la monnaie et la masse injectée comme principales faiblesses du système. Kalinowski (2014) explique le manque d'engouement pour cette monnaie par la difficulté rencontrée à trouver le bon « mix » entre outil de transformation sociale et supplément au pouvoir d'achat pour les citoyens. Il décrit précisément le problème de l'eco-iris : « Les habitants les plus investis ne souhaitent pas être payés (pour leurs éco-gestes), comme si le fait d'être récompensé enlevait une partie du

sens qu'ils avaient de leur propre action. Inversement, pour les habitants non investis, l'effet incitatif n'était pas suffisant pour les impliquer ».

Kalinowski (2014) analyse un autre problème rencontré par l'eco-iris. Il s'agit de l'attrait supérieur que conserve l'euro par rapport à ce nouvel eco-iris complémentaire. Il explique que pour des utilisateurs « moyens » n'étant pas à la base de l'initiative eux-mêmes, « la monnaie nationale risque de toujours être considérée comme supérieure à l'alternative locale, puisqu'elle offre accès aux mêmes produits locaux que cette dernière, tout en gardant les autres possibilités ouvertes ».

Malgré l'échec rencontré par ce projet, la Ministre ne semble pas fermer la porte à une relance de la monnaie complémentaire puisque, vu le succès qu'on les monnaies locales dans d'autres villes, le potentiel du projet reste d'actualité. Elle croit en un ajustement aux réalités bruxelloises suite à cette « phase de test » (Pinxteren, 2015).

### **2.2.6. Bristol Pound**

Premièrement, observons le contexte dans lequel est apparu le Bristol Pound.

« Avec le krach de 2008, pour la première fois, tout le monde a pu voir les dangers du système financier, que les banques avaient cessé de servir l'économie réelle », raconte Ciaran Mundy, qui dirige le projet à but non lucratif du Bristol Pound (Collen, 2016). C'est donc en 2012, dans la foulée de la crise financière, qu'a été créée cette monnaie complémentaire. Elle a pour but de favoriser le commerce local en ces temps durs où les budgets des autorités locales diminuent or que les besoins de la population restent identiques et les emprunts classiques sont plus difficiles à obtenir (Rogers, 2013).

L'ensemble des acteurs que sont The New Economics Foundation, Tudor Trust, Doen Foundation et Qoin Foundation ont collaboré préalablement au lancement de la monnaie afin de mettre au point les technologies nécessaires pour assurer la sécurité maximale des paiements papier et électroniques du bristol pound (Rogers, 2013).

Deuxièmement, nous nous intéressons aux principes de fonctionnement de cette monnaie.

L'autorité en charge de la gestion du bristol pound est une entreprise sans but lucratif qui s'assure donc que les décisions soient prises en ayant toujours l'intérêt public à l'esprit.

Le taux de change du Bristol pound est de un pound pour un euro, mais les pounds une fois obtenus ne sont plus convertibles en euros. Ils doivent donc être utilisés auprès des commerces affiliés au réseau. Les entreprises acceptant le Bristol pound le font de manière volontaire mais doivent toutefois répondre à deux conditions. Elles doivent se situer dans la zone géographique limitée où s'échange la monnaie et ne peuvent pas être cotées en bourse. Les euros eux sont conservés sur un compte et servent de garantie de valeur au pound (Hickey, 2015).

Le Bristol pound est également disponible en version électronique. Plus de 1.600 habitants ont un compte qu'ils alimentent en ligne. La plupart des transactions se font alors par SMS ou via une application pour smartphone. Les paiements électroniques reçus par les commerçants peuvent eux être convertis automatiquement en livres sterling (Collen, 2016).

Collen (2016) nous informe qu'une institution de crédit, qui prête sans intérêt aux entreprises locales, a aussi été lancée.

Pour stimuler l'injection du Bristol pound dans l'économie locale, différentes procédures ont été mises en place. Premièrement, les Bristol pounds peuvent être utilisés pour payer de gros frais qui incombent à tous les habitants tel les transports publics, les factures de gaz et électricité, ou encore les taxes locales (Collen, 2016). Deuxièmement, les entreprises participantes peuvent elles aussi payer la taxe locale professionnelle en monnaie locale. Troisièmement, les fonctionnaires peuvent accepter une partie de leur salaire en monnaie locale. Le maire de Bristol a d'ailleurs donné l'exemple dès son élection en 2012, en annonçant qu'il se ferait verser l'intégralité de son salaire en Bristol pound (Kalinowski, 2014).

Troisièmement, regardons les implications pratiques qu'a le Bristol pound.

Il y avait en 2014 l'équivalent de 320.000 livres sterling en circulation et il y aurait à présent l'équivalent de 700.000 livres dans la ville. En 2014, il y avait 420 entreprises affiliées au réseau chez qui les habitants pouvaient dépenser leurs pounds. En 2016, ce nombre a doublé (Collen, 2016).

Voyons quelques points positifs. Collen (2016) reprend les mots de Leander Bindewald, spécialiste des monnaies alternatives à l'université de Cumbria : « La Bristol pound n'est pas le projet le plus ancien, mais c'est le plus abouti en Grande-Bretagne et l'un des plus avancés d'Europe ». Un commerçant loue la facilité d'usage : « ça ne me demande aucun travail supplémentaire, aucune comptabilité séparée ».

Un effet indirect mais de grande ampleur pour la ville est le bénéfice lié à la couverture médiatique de la monnaie. Elle équivaut à une centaine de milliers de livres en budget marketing qui servirait à attirer des entreprises à s'installer ou des touristes à séjourner à Bristol (Rogers, 2013).

Voyons à présent quelques points négatifs spécifiques à cette monnaie. Premièrement, Kalinowski (2014) émet des doutes quant à l'efficacité des mesures prises pour renforcer la circulation du bristol pound. Le fait que les fonctionnaires puissent recevoir une partie de leur salaire en monnaie locale et que le maire en ait donné l'exemple est visé.

Deuxièmement, le bristol pound se voit fortement attaqué dans l'article de Ashcroft (2017) qui affirme que cette monnaie locale n'est pas une manière efficace de préserver la richesse dans la ville car elle n'arriverait pas à augmenter la dynamique de production locale. Ces propos proviennent d'académiques des universités de Manchester et de Leeds. Ils mettent en cause les trop nombreuses barrières politiques et institutionnelles à la relocalisation. Bien sûr, l'organisation responsable du bristol pound rejette ces propos en affirmant que l'étude présente de nombreuses faiblesses, et bien sûr, qu'elle contredit l'étude menée par l'université de Bristol.

### **2.2.7. Chèques-Repas**

Premièrement, observons le contexte dans lequel est apparu le chèque-repas.

Les premiers chèques-repas, ou titres restaurant comme on les appelle en France, ont été créés en 1954 au Royaume-Uni, rapporte Blanc (2000). Ils incarnent l'idée selon laquelle l'entreprise doit participer aux frais d'alimentation de ses salariés qui ne peuvent rentrer chez eux pour la pause repas.

Ils font partie de l'ensemble plus général des bons d'achat mais ont la particularité d'être destinés à orienter la consommation. Ils sont dès lors utilisés comme instrument catégoriel qui, suite à une volonté politique ou commerciale, est employé pour orienter la consommation vers des secteurs particuliers de l'activité productive – dans ce cas, le secteur de l'alimentaire. La fin du 20<sup>ème</sup> siècle a été caractérisée par la montée de l'usage de bons d'achat, montée en termes de volume d'affaires réalisé contre paiement en bons et en termes de variété de bons utilisables (Blanc, 2000). Les chèques-repas sont, parmi les bons d'achat, les plus connus et les plus employés au niveau international (Blanc, 2000).

Deuxièmement, nous nous intéressons aux principes de fonctionnement de cet instrument monétaire.

Les chèques-repas sont un cas très particulier parmi ceux présentés précédemment. De fait, leur particularité est due aux nombreuses limites quant à leur utilisation, mais aussi due à leur intégration dans le système monétaire classique où, dans certains cas, ils se substituent à la monnaie nationale.

Blanc (2000) expose de manière complète toutes les limitations quant à l'emploi des chèques-repas :

*« Leur validité est limitée dans l'espace (la France), dans le temps (horizon d'une année civile et un à trois mois au maximum), dans la gamme des produits (services et produits alimentaires), dans les personnes qui les utilisent (les salariés des entreprises qui ont accepté de les distribuer) et dans les organismes qui les acceptent (restaurants, traiteurs, magasins d'alimentation divers, etc.). »*

Ces limitations permettent d'imposer un usage particulier du pouvoir d'achat qui est accordé (Blanc, 2000).

Voyons comment circulent ces chèques.

Les entreprises désireuses d'utiliser les chèques-repas se les procurent auprès d'une des trois sociétés qui les émettent - Sodexo, Edenred, ou Monizze. Les salariés des entreprises participantes les reçoivent ensuite comme formant partie de leur rémunération. Une partie de la valeur du chèque est retenue sur le salaire des employés tandis que l'autre partie, aux alentours de 50 à 60%) est la contribution de l'entreprise. Pour l'employeur, les titres-repas représentent un avantage exonéré de cotisations sociales et d'impôt. Le circuit se boucle lorsque ces titres sont remboursés aux restaurateurs par les sociétés émettrices. Le circuit est donc plus complexe que le simple paiement d'un client à son restaurateur. Contrairement aux paiements en cash, et similairement aux paiements par carte, le système bancaire est inclus dans le circuit de paiement.

Même si ces chèques ne peuvent pas être qualifiés de monnaie à proprement parler (voir ci-dessous), Blanc (2000) explique qu'ils « constituent des instruments monétaires car ils font l'objet de pratiques de paiement dans le cadre d'une logique globale de résolution des dettes ». Comme le dit Blanc (2000), ces chèques résultant d'une construction sociale et d'une organisation institutionnelle fortes ne sont pas de libres fruits du marché mais ils peuvent tout de même servir ce dernier.

Troisièmement, regardons les implications pratiques qu'ont les chèques-repas.

Voyons quelques points positifs. Premièrement, ces chèques, qui selon Blanc (1998) entrent dans la catégorie des paramonnaies, ne sont généralement pas perçus comme perturbants par les autorités monétaires nationales tout simplement car ils ne sont pas perçus par elles comme quelque chose de monétaire. C'est ainsi qu'ils vont jusqu'à bénéficier du soutien des pouvoirs publics qui avalisent et encouragent même leur création. Ceci constitue une différence de taille avec les autres cas de monnaie complémentaire vus précédemment.

Deuxièmement, les chèques-repas sont vecteurs de transparence. Ils permettent au salarié de ne pas accroître ses attentes inutilement puisqu'il est parfaitement conscient de ce qui lui est distribué et pour quel usage. C'est donc indirectement un point positif pour l'employeur également.

Voyons à présent quelques points négatifs relatifs aux chèques-repas.

Le point majeur à signaler, et qui a déjà été évoqué à plusieurs reprises ci-dessus, est que ces bons ne sont considérés que comme des instruments monétaires de second rang. Trois points de vue, repris par Blanc (2000) s'accordent pour en venir à ce postulat. D'un point de vue scientifique de l'économie, un moyen de paiement à emploi pré affecté ne peut prétendre au statut monétaire. D'autant plus que les chèques-repas ne sont utilisables qu'une fois. D'un point de vue juridique, la monnaie n'est constituée que par l'unité de compte nationale et les moyens de paiement émis dans le cadre du système bancaire sous le contrôle de l'autorité publique. Enfin, d'un point de vue social, l'argent se présente en espèces ou via comptes bancaires, mais non via des bons. Ces trois points de vue s'accordent donc à dire qu'un bon d'achat n'est pas de l'argent. Pourtant, comme le soulève Blanc (2000), dans la pratique, il n'est pas rare que des bons soient employés non pas pour accéder aux biens et services pour lesquels ils sont conçus mais pour régler des échanges interpersonnels. « Ces bons sortent alors de leur circuit habituel, et entament un nouveau circuit hors de ce pour quoi ils sont prévus. Par exemple, des titres restaurant sont employés en paiement de petites dettes du quotidien, ce qui permet pour l'endetté de ne pas déboursier d'argent à proprement parler » (Blanc, 2000).

Un autre aspect négatif des chèques-repas est que, se présentant sous forme matérielle, on croit qu'ils présentent les avantages des paiements en espèces, mais un commerçant recevant

un chèque ne pourra considérer l'argent bien reçu qu'une fois que son compte bancaire sera effectivement crédité du montant du chèque encaissé (Blanc, 2000).

## Partie 3 : Discussion

### 1. Résultats de la phase de recherche et interprétation

Nous arrivons à la dernière partie de ce mémoire qui a pour but de répondre à la question de recherche initialement posée : « Va-t-on vers une Europe avec de plus en plus de monnaies distinctes ? ». Nous confrontons donc à présent la théorie de la revue de littérature avec les faits des études de cas afin de pouvoir répondre à cette question.

Je vais énumérer les éléments de réponse suivant la structure de la revue de littérature.

Dans l'historique de la monnaie, on constate l'évolution des formes prises par l'argent au fil des siècles. La grande variété de formes s'explique principalement par des passages à des formats plus pratiques permettant une plus grande facilité et rapidité de paiement. Le chiengauer ou encore le bristol pound qui sont d'ores et déjà disponibles par voie électronique prouvent la capacité des monnaies locales à s'adapter et à répondre elles aussi aux tendances actuelles.

Pour définir la monnaie en général, les trois fonctions de celle-ci sont énoncées : intermédiaire dans les échanges, unité de compte, et réserve de valeur. Mais la qualité monétaire est reconnue et acceptée dès la présence des deux premières comme expliqué dans le point définissant la monnaie locale. Grâce au panorama européen, on s'aperçoit que le nombre d'instruments de paiement et de compte augmente bel et bien.

Un trait particulier de la monnaie moderne est présenté dans le point 2.4. de la partie 1. Il s'agit de la confiance, un élément indispensable pour l'acceptation généralisée de la monnaie. Au travers des différents cas, on note clairement l'influence de cet élément dans la détermination de la réussite ou non d'une initiative de monnaie complémentaire. L'eco-iris, qui n'a par exemple pas été le fruit d'un groupement citoyens s'impliquant dans la réalisation du projet, s'est soldé par un échec. Je considère qu'il y eu dans ce cas un manque de valorisation et de confiance envers ce projet de la part des citoyens. Les cas du wära et du

wörgl se sont eux aussi soldés par des échecs, dû au manque de confiance émanant des autorités publiques cette fois. Les projets de monnaies complémentaires, lorsqu'ils sont bien préparés et ont été introduits à toutes les parties prenantes, bénéficient en général de la confiance et du soutien de ces parties. Il n'y a alors aucune entrave au succès à ce niveau-là comme on peut l'observer dans nos cas.

En s'intéressant aux monnaies locales dans l'histoire (voir point 3.1.), on apprend que les expériences menées diffèrent de par deux éléments que sont l'émetteur de la monnaie et les motifs quant au lancement du projet. Les différentes combinaisons de ces deux éléments offrent une variété importante de monnaies locales, laissant l'opportunité à de nombreuses monnaies de se développer tout en s'adaptant au contexte et aux possibilités qu'il laisse entrevoir. On remarque ainsi aussi bien le succès du wära, lancé dans le cadre d'une initiative citoyenne dans le but de mettre fin à une pénurie de monnaie, que celui du bristol pound géré par une entreprise sans but lucratif désireuse de stimuler l'économie locale. D'autre part, on peut noter dans cette section 3.1. que la première période évoquée débutant avec la fin du Moyen-Âge était caractérisée par une grande diversité monétaire comprenant des devises locales. Or, comme il se dit communément, « l'histoire se répète ».

Pour ce qui est du positionnement, la littérature décrit les monnaies locales comme hiérarchiquement inférieures à la monnaie nationale puisqu'elles n'ont pas vocation à la substituer. Il est vrai que dans les deux premiers cas étudiés, la monnaie locale fut interdite par la banque centrale. Ces interdictions ont été justifiées par le fait que le succès de ces monnaies présentait soi-disant un danger pour la monnaie nationale. Je pense personnellement qu'il s'agissait plutôt d'une interdiction par peur de ces nouvelles initiatives de monnaie locale jusqu'alors encore jamais vues. Le chiemgauer actuellement en circulation en Allemagne confirme cette théorie puisque les autorités monétaires fédérales ne le considèrent pas comme un danger. L'eco-iris est un autre cas qui appuie mes propos puisqu'il fut non seulement soutenu par les autorités publiques mais également lancé par ces dernières.

De plus, l'augmentation des phénomènes de monnaie locale a été constaté de manière générale depuis plusieurs années, et les systèmes monétaire nationaux restent pourtant bien en place.

Passons maintenant à la raison d'être des monnaies locales. Dans cette section de la revue de la littérature, un nombre grandissant de besoins non comblés des populations étaient présentés comme la raison du développement des monnaies locales. Le système monétaire national prépondérant n'ayant toujours subi aucune modification dans le but de répondre à ces besoins, il n'est pas étonnant de constater que des initiatives au caractère palliatif continuent d'émerger afin de combler ces besoins et craintes sociales.

Dans le point 3.6. de la première partie, nous étions présentés aux différents types de monnaies complémentaires existants. Que ce soit des monnaies qui se surajoutent au système national ou de celles qui intègrent un système parallèle, il y a le choix afin de sélectionner ce qui fonctionnera le mieux dans un contexte défini. Sur base des cas, on ne peut affirmer qu'il y ait un type de monnaie plus efficace ou plus prospère qu'un autre. Par contre, ce que nous remarquons est que les projets sont de mieux en mieux préparés au lancement et évoluent de plus en plus rapidement pour répondre aux contraintes du terrain. Ceci est rendu possible grâce au partage d'expérience et à l'apprentissage des leçons tirées des erreurs commises lors d'initiatives préalablement menées d'implémentation de nouvelles monnaies locales.

L'élément probablement le plus pertinent vis-à-vis de notre question de recherche présenté dans la revue de la littérature est le caractère permanent des monnaies locales. On apprend dans cette section que le phénomène des monnaies complémentaires s'est généralisé au fil du temps et à travers le monde comme le montre le graphique (Figure 1). Dans la partie étude de cas, c'est le panorama européen qui confirme tout à fait cette tendance.

Au niveau de l'origine des monnaies locales, trois courants de pensées sont exposés. Silvio Gesell et sa théorie de la monnaie fondante est sans aucun doute le courant ayant le plus d'influence sur le phénomène étudié. Une constatation évidente peut être faite à ce niveau-là en analysant nos différents cas : suivant les principes fondateurs de la théorie ancestrale et forts des expériences précédemment menées, on voit apparaître des initiatives de monnaie locale de plus en plus au point au niveau de l'ampleur et de la complexité du projet.

Enfin, sur base de la partie étude de cas, on constate d'une part que le système monétaire dominant qu'est l'euro présente des problèmes structurels l'empêchant de fournir des réponses effectives aux différentes crises auxquelles nous sommes confrontés. D'autre part, on constate au travers des différents cas de monnaie locale que de plus en plus d'acteurs de notre économie, que ce soient des groupements citoyens ou des autorités locales, sont activement à la recherche d'alternatives pour répondre aux faiblesses du système monétaire global.

Nous pouvons à présent conclure en disant que la réponse à la question « Va-t-on vers une Europe avec de plus en plus de monnaies distinctes ? » est, selon la recherche effectuée autour du cas des monnaies locales, un oui.

## **2. Problématiques sous-jacentes**

Bien évidemment, en répondant par l'affirmative à cette question, d'autres interrogations se soulèvent. Nous en retiendrons deux.

### **2.1. La coexistence entre l'euro et les monnaies locales**

Nous savons déjà qu'au niveau du positionnement, les monnaies locales se situent hiérarchiquement en dessous de la monnaie nationale. Mais pour savoir dans quelles conditions se passent la coexistence entre les deux, il faut à nouveau considérer la définition générale de la monnaie. Pour rappel, on cite, à titre de définition, les trois fonctions qu'endosse la monnaie : intermédiaire dans les échanges, unité de compte, et réserve de valeur.

Selon Tadjudje (2016), la coexistence entre monnaie officielle et monnaies complémentaires peut être d'un grand intérêt si elle implique une distribution des fonctions de la monnaie dans des proportions utiles au développement de l'économie.

On est de nos jours témoins d'un déséquilibre au niveau de cette fameuse répartition des fonctions de la monnaie qui nuit au fonctionnement efficace de la vie économique. Tadjudje (2016) explique : « Lorsque seule la monnaie officielle circule, on assiste à un déséquilibre desdites fonctions, avec une prépondérance de la fonction de réserve de valeur. La monnaie est ainsi de plus en plus perçue et utilisée comme un bien, alors qu'elle devrait également jouer un rôle d'outil (fonction d'intermédiaire des échanges) ». Cette situation est particulièrement d'actualité dans le contexte belge actuel où la thésaurisation de la monnaie par les différents acteurs de l'économie est élevée.

Tadjudje (2016) affirme que ce déséquilibre pourrait être rétabli en appliquant la coexistence des différentes monnaies. Reposant sur des philosophies différentes, les monnaies classique et locale se complètent pour dynamiser l'économie en se répartissant les fonctions de la manière suivante : la monnaie officielle qui bénéficie déjà de la confiance des agents économiques serait plus propice à la constitution de l'épargne (fonction de réserve de valeur), tandis que la monnaie locale, qui promeut la circulation et le développement de l'économie locale, insisterait plus sur les deux autres fonctions de la monnaie (intermédiaire dans les échanges et unité de compte) (Tadjudje, 2016).

En somme, les monnaies complémentaires permettraient selon moi d'augmenter la résilience des agents économiques face aux dérives et excès qui ont pour vecteur le système monétaire officiel, tout en continuant à bénéficier des atouts de la globalisation. Je perçois l'utilisation des monnaies locales comme une forme de protectionnisme mais sans y assimiler les difficultés liées à la gestion des relations politiques inter-régions.

Le potentiel des monnaies locales en tant que réponse innovante à l'austérité et la récession de nos régions a même été reconnu au niveau européen. L'Union Européenne finance un projet appelé « Community Currencies in Action » aide actuellement le secteur public à cerner le but et les fonctions des monnaies locales au travers d'une série de projets pilotes (Rogers, 2013).

## 2.2. La viabilité des monnaies locales

« Chaque création de nouvelle monnaie est une expérience complètement originale, qui nécessite la création d'un collectif, et ensuite, de la part de ce dernier, beaucoup d'imagination » (Arripe, 2011).

Sur base des cas analysés, on ne peut que remarquer la difficulté pour arriver à une expérience réussie mais surtout viable tout en atteignant l'impact escompté. C'est pourquoi, forts de ces analyses et de la recherche préalable, nous présentons ci-après des points auxquels une attention particulière devrait être accordée lors de la préparation et l'implémentation de nouveaux projets de monnaie locale. Car, contrairement à ce que dit Arripe (2011) ci-dessus, il faudra un peu plus que de l'imagination pour rendre un projet viable.

D'un, il faut bien sélectionner la zone géographique où s'échangera la monnaie en prenant compte du genre de population qui y vit. Il faut s'assurer que le public cible est désireux de s'investir dans l'initiative. Il ne faudrait surtout pas imposer l'utilisation d'une monnaie locale à un groupe qui n'est pas en phase avec les valeurs du projet et ne voit pas le point à atteindre les objectifs fixés. Suivant l'analyse du cas de l'eco-iris lancé à Bruxelles en 2012, on aurait tendance à croire que l'échec du projet est dû au manque d'implication des citoyens que les autorités publiques espéraient impliquer davantage.

Ensuite, il est important de s'assurer de la facilité d'utilisation de la monnaie locale par rapport à la monnaie officielle. Il s'agira d'un élément décisif pour attirer de nouveaux adhérents à rejoindre le réseau. Accepter d'utiliser deux monnaies distinctes pour ses paiements est déjà un effort en soit, alors il faut au moins que la nouvelle monnaie n'implique pas plus de complications.

Un autre élément apparu comme nécessaire dans les études de cas est la variété de l'offre au niveau des endroits où dépenser sa monnaie au sein du réseau. Il ne faut donc pas pour les gestionnaires du projet n'encourager que la consommation locale, mais tout autant la production locale. Kalinowski (2014) a lui aussi formulé cette nécessité : « pour aller plus loin, le circuit local devrait permettre de « boucler » la demande finale locale et l'offre locale,

autrement dit de passer de la relocalisation des actes d'achat à la construction d'un régime productif local ».

Garder le contrôle sur la taille du réseau est un autre de nos conseils. Le chiemgauer a montré que si le réseau est trop petit, comme dans beaucoup de cas lors des phases de lancement, l'argent ne circule pas assez. Le WIR lui a démontré le problème inverse. Si le réseau comprend trop de membres, c'est le concept de concurrence qui reprend le dessus par rapport à l'entraide. Dans ce cas, le réseau devient donc semblable à une économie de marché classique où prime l'intérêt individuel.

L'élément suivant a démontré dans l'ensemble des cas qu'il jouait un rôle important pour la viabilité des projets. Il s'agit d'obtenir le support des autorités publiques et/ou la reconnaissance légale du statut de la monnaie complémentaire. Une monnaie acceptée pour payer ses impôts locaux est beaucoup plus attrayante. Mais une simple reconnaissance par une entité légale aide déjà à propager plus rapidement le sentiment de confiance pour l'acceptation généralisée du nouveau moyen de paiement. Comme dit Kalinowski (2014) : « le succès de ces monnaies dépendra de leur insertion dans des régulations plus globales ». Les cas extrêmes qui servent à appuyer cet élément sont ceux de du wära et du wörgl qui ont été abolis par les banques centrales.

Enfin, nous terminons avec l'importance d'une bonne communication autour du fonctionnement de la monnaie. Elle aide tout un chacun à franchir le pas pour joindre le réseau et permet d'éviter les fausses idées reçues et le scepticisme qui ont tendance à se propager très vite autour des phénomènes nouveaux dans le genre. Certains critiquent par exemple les monnaies locales comme étant des aides à la fraude fiscale. Plus de transparence est alors nécessaire quant à leur statut.

## Conclusion

Ce mémoire-recherche avait pour but d'explorer les solutions envisageables pour contrer les excès et injustices engendrées par le système économique mondial. Pour ce faire, nous avons décidé de nous pencher sur un composant essentiel du système économique qui n'est autre que la monnaie, cet instrument facilitant les échanges à travers le monde.

La question guidant ce travail est la suivante : « Va-t-on vers une Europe avec de plus en plus de monnaies distinctes ? ». La question monétaire étant vaste, les recherches se sont concentrées sur les monnaies locales, phénomène qui n'est pas des plus récents mais qui prend de l'ampleur, ne serait-ce qu'en couverture médiatique.

La première partie de ce travail est la revue de la littérature. On y apprend que la monnaie peut prendre une multitude de formes, du moment qu'elle endosse certaines fonctions spécifiques – intermédiaire dans les échanges, unité de compte, et réserve de valeur. On s'attarde également sur la monnaie moderne. Il s'agit de la monnaie pour laquelle nos sociétés ont opté de manière généralisée sur base d'une certaine confiance indispensable au fonctionnement du système. Cette monnaie moderne a la particularité de pouvoir être considérée aussi bien comme un outil qu'un bien, assurant donc les trois fonctions de référence. Enfin, nous investiguons la monnaie locale, une sous-catégorie de la monnaie, qui englobe elle-même plein de formes aux spécificités différentes. Quel que soit leur forme, les monnaies locales partagent une raison d'être commune visant à combler des besoins, majoritairement de liens sociaux, insatisfaits. La littérature souligne également le caractère permanent de ce type de monnaie qui n'apparaîtrait donc pas qu'en période de crise mais représenterait plutôt un phénomène généralisé.

La seconde partie concerne les études de cas. On analyse d'abord l'euro, notre monnaie officielle, et passons ensuite aux monnaies locales. On prend donc d'abord connaissance d'une vue d'ensemble du développement de ces initiatives locales en Europe et passons ensuite à quelques études de cas concrets. Les cas sélectionnés comportent aussi bien des projets soldés par le succès que l'échec, datant de périodes différentes pour mieux se rendre compte de l'influence du contexte économique sur les implications de ces monnaies. Cette partie nous a permis de comprendre que les monnaies complémentaires ont des

problèmes fonctionnels tout autant que l'euro qui lui doit convenir à une communauté bien plus large.

La troisième et dernière partie s'intitule discussion et tente d'apporter une réponse à la question de recherche initiale. Ladite discussion se constitue d'une confrontation entre les traits théoriques de la monnaie selon la littérature et les traits spécifiques constatés dans les cas. Cette confrontation nous a permis de répondre à la question de recherche par l'affirmative. Bien sûr, nous dire que nous allons vers une Europe avec de plus en plus de monnaies distinctes entraîne d'autres questions dont deux ont été retenues : « Comment la monnaie officielle et la monnaie locale peuvent-elles coexister ? » et « Comment pourrait-on rendre les initiatives de monnaies locales plus viables ? ».

En somme, les recherches, analyses et discussions menées au fil de ce mémoire se rejoignent pour aborder le phénomène des monnaies complémentaires. Ces dernières se veulent être des instruments monétaires prévus pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers. Malheureusement elles se développent dans des contextes encore trop peu réglementés et présentent un manquement fou de reconnaissance officielle, agissant comme frein à l'atteinte de leurs objectifs.

Ces monnaies complémentaires semblent également être l'instrument idéal pour renforcer la capacité de résilience de notre société face au système économique dans son ensemble.

## Bibliographie

Ashcroft, E. (2017). The Bristol pound not making buy. En ligne <https://www.bristolpost.co.uk/news/bristol-news/bristol-pound-not-making-buy-900512>

Arripe, M. (2011). Les « Abeilles », l'« Occitan » et la commune « Mesure », de nouvelles monnaies pour une autre économie ? , *Empan* 2011/2 (n° 82), p. 77-82.

Beattie, A. (2015). Roots of money. En ligne [https://www.investopedia.com/articles/07/roots\\_of\\_money.asp](https://www.investopedia.com/articles/07/roots_of_money.asp)

Blanc, J. (1998). Les monnaies parallèles : évaluation du phénomène et enjeux théoriques. *Revue d'économie financière*, AEF, pp.81-102.

Blanc, J. (2000). *Les monnaies parallèles, unité et diversité du fait monétaire*. Paris : L'harmattan.

Blanc, J. (2002). « SILVIO GESELL SOCIALISTE PROUDHONIEN ET REFORMATEUR MONÉTAIRE ». CENTRE AUGUSTE ET LÉON WALRAS.

Blanc, J. (2006). Local currencies in European History: an analytical framework. Monetary Regionalisation. Local currency systems as catalysts for endogenous regional development. International scientific conference, Weimar, Germany. Bauhaus Universität.

Capul, J. et Garnier, O. (2011). *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. Paris : Hatier.

Collen. V. (2016). La Bristol pound surfe sur la vague des monnaies locales. En ligne [https://www.lesechos.fr/20/05/2016/LesEchos/22195-127-ECH\\_la-bristol-pound-surfe-sur-la-vague-des-monnaies-locales.htm](https://www.lesechos.fr/20/05/2016/LesEchos/22195-127-ECH_la-bristol-pound-surfe-sur-la-vague-des-monnaies-locales.htm)

Colmant, B. (2012). La monnaie fondante. En ligne <http://lechoblogs.typepad.com/colmant/2012/12/la-monnaie-fondante-.html>

Commission européenne. (n.d.) European Commission. En ligne [https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/euro\\_en](https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/euro_en)

Community Currency. (2018). Europe. En ligne <http://community-currency.info/en/category/currencies/europe/>

Debière, E. (2018). Qu'est-ce que la monnaie fiat ? En ligne <https://fr.express.live/2018/06/19/quest-ce-que-la-monnaie-fiat>

De Grauwe, P, (2018). Italie, pourquoi peut-on craindre une sortie? En ligne <http://plus.lesoir.be/158112/article/2018-05-22/italie-pourquoi-peut-craindre-une-sortie-de-leuro>

Degryse, C. (2007). *L'économie en 100 et quelques mots d'actualité*. Bruxelles : De boeck.

Dubois, K. (2016). CPCP ASBL. *Les monnaies locales complémentaires : Un outil pour se réappropriier l'économie*.

Expressio. (2013). Riche comme cesus. En ligne <http://www.expressio.fr/expressions/riche-comme-cesus.php>

Fabré, G. (2014). La monnaie alternative "Eco-Iris": un flop qui a pourtant coûté cher. En ligne [https://www.rtf.be/info/regions/detail\\_la-monnaie-alternative-eco-iris-ne-suscite-pas-beaucoup-d-engouement?id=8259026](https://www.rtf.be/info/regions/detail_la-monnaie-alternative-eco-iris-ne-suscite-pas-beaucoup-d-engouement?id=8259026)

Hickey, S. (2015). The innovators: the Bristol pound is giving sterling a run for its money. En ligne <https://www.theguardian.com/business/2015/jun/07/the-innovators-the-bristol-pound-is-giving-sterling-a-run-for-its-money>

Hirshleifer, J. (2009). *Microéconomie: théorie et applications*. En ligne [https://books.google.be/books?id=X1E48lWC4h8C&pg=PA530&lpg=PA530&dq=inefficacit%C3%A9+troc&source=bl&ots=7i\\_8ySA-hB&sig=DSsCupKlIEopbpJp8P0\\_AiOKbyc&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwiOrumquKbcAhUfK1AKHR70AQwQ6AEIMDAB#v=onepage&q=inefficacit%C3%A9%20troc&f=false](https://books.google.be/books?id=X1E48lWC4h8C&pg=PA530&lpg=PA530&dq=inefficacit%C3%A9+troc&source=bl&ots=7i_8ySA-hB&sig=DSsCupKlIEopbpJp8P0_AiOKbyc&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwiOrumquKbcAhUfK1AKHR70AQwQ6AEIMDAB#v=onepage&q=inefficacit%C3%A9%20troc&f=false)

Kalinowski, W. (2014). *L'impact socio-économique des monnaies locales et complémentaires*. Institut Veblen.

Lamothe. (2015). Les monnaies locales séduisent. En ligne [https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/05/22/en-complement-de-l-euro-les-monnaies-locales-seduisent-de-plus-en-plus\\_4639088\\_3234.htmlv](https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/05/22/en-complement-de-l-euro-les-monnaies-locales-seduisent-de-plus-en-plus_4639088_3234.htmlv)

LaCapitale. (2018). DéFi dénonce une gabegie. En ligne <http://www.lacapitale.be/187692/article/2018-02-05/eco-iris-defi-denonce-une-gabegie>

Larousse. (2018). Fiduciaire. En ligne <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/fiduciaire/33603>

Lhuillier, V. (2014). Les eco-iris fleurissent à Bruxelles. En ligne <http://www.lesoir.be/archive/recup/418305/article/actualite/regions/2014-02-04/eco-iris-fleurissent-bruxelles>

Lietaer, B. (2001). *The future of money*. Reuters.

Lietaer, B., Kennedy, M. (2008). *Les monnaies régionales : de nouvelles voies vers une prospérité durable*, Paris : éditions Charles Léopold Meyer, p. 93.

Lietaer, B. (2009). Créer des monnaies régionales pour traiter la crise globale. *Le journal de l'école de Paris du management* 2009/6 (N°80), p. 8-15.

Lietaer, B. (2010 a). What are the three main effects of interest-based currencies? En ligne <http://www.lietaer.com/2010/09/effects-of-interest-based-currencies/>

Lietaer, B. (2010 b). The Story of the 11th Round. En ligne <http://www.lietaer.com/2010/09/the-story-of-the-11th-round/>

Lietaer, B., Arnsperger, C. (2012). Money - Sustainability: The Missing Link.

Louis, F. (2017). Monnaies locales: 30.000 "talents" circulent en Brabant wallon, de quoi assurer son succès? En ligne [https://www.rtb.be/info/regions/brabant-wallon/detail\\_monnaies-locales-30-000-talents-circulent-en-brabant-wallon-de-assurer-son-succes?id=9748139](https://www.rtb.be/info/regions/brabant-wallon/detail_monnaies-locales-30-000-talents-circulent-en-brabant-wallon-de-assurer-son-succes?id=9748139)

McKenzie, G. W. (1976). The economics of the euro-currency system. *The macmillan press ltd. London.*

Morelle, F. (n.d.) Système westphalien. En ligne <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/systeme-westphalien.html#ccXGjOU4bqfY39Ky.99>

Orléan, A. (1991). L'origine de la monnaie (I). *Revue du MAUSS*. n° 14, 4<sup>ème</sup> trimestre, p. 126-152.

Oxfam. (2016). Oxfam briefing paper. En ligne [https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-en\\_0.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-en_0.pdf)

Persson, A. (1946). Contribution à la question de l'origine de la monnaie. *Bulletin de correspondance hellénique*. Volume 70, pp. 444-454.

Pichon, T. (2015). Why our money system can't create a sustainable economy, and how to deal with this problem. En ligne <http://blog.therules.org/why-our-money-system-cant-create-a-sustainable-economy-and-how-to-deal-with-this-problem/>

Pinxteren, A. (2015). Evaluation de l'eco-iris. En ligne <http://www.arnaudpinxteren.be/2015/06/eco-iris-bruxelles-evalue-sa-monnaie-complementaire-mais-ne-l-abandonne-pas.html>

Plihon, D. (2017). La monnaie et ses mécanismes. En ligne <https://www-cairn-info.proxy.bib.ucl.ac.be:2443/la-monnaie-et-ses-mecanismes--9782707197559-p-25.htm>

RECMA. (n.d.). Essor des monnaies locales. En ligne <http://recma.org/actualite/essor-des-monnaies-locales>

Rogers, J. (2013). Bristol pound is just one example of what local currencies can achieve. En ligne <https://www.theguardian.com/local-government-network/2013/jun/17/bristol-pound-local-currencies>

RTBF. (2018). On n'est pas des pigeons. [Fichier vidéo]. En ligne : [https://www.rtb.be/info/societe/onpdp/enquetes/detail\\_gembloux-orno-la-10eme-monnaie-citoyenne-de-wallonie?id=9942264](https://www.rtb.be/info/societe/onpdp/enquetes/detail_gembloux-orno-la-10eme-monnaie-citoyenne-de-wallonie?id=9942264)

RTLinfo. (2011). Une nouvelle monnaie pour la région bruxelloise. En ligne <https://www.rtl.be/info/belgique/societe/eco-iris-une-nouvelle-monnaie-pour-la-region-bruxeloise-249764.aspx>

Tadjudje, W. (2016). Les fonctions de la monnaie. *Financité*.

Tóth, I, (2011) THE FUNCTION OF LOCAL CURRENCIES IN LOCAL ECONOMIC DEVELOPMENT. Published in: Public Finance Quarterly 2011/1, p. 67-78.

Union européenne. (2018). L'euro. En ligne [https://europa.eu/european-union/about-eu/money/euro\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/money/euro_fr)

WIR. (2018). Qu'est-ce que c'est? En ligne <https://www.wir.ch/fr/qui-est-wir/qui-est-wir-et-quest-ce-que-cest/>